

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RELANCE

**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN DÉCEMBRE 2021

Février 2022

Ministre de l'Économie et de la Relance

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Monsieur Lambert OTO'O NGOUA

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2021.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2021.....	10
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES.....	10
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	11
I.3 EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES ET DU DOLLAR	12
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2021	15
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	15
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2021	15
II.2 LES HYDROCARBURES.....	16
II.2.1 <i>Le pétrole</i>	16
II.2.2 <i>Le gaz naturel commercialisé</i>	16
II.3 LE MANGANESE	16
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	17
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE	18
II.5.1 <i>L'huile de palme brute</i>	18
II.5.2 <i>Le caoutchouc naturel</i>	18
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	18
II.6.1 <i>Le sucre</i>	18
II.6.2 <i>Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	19
II.6.3 <i>L'eau minérale</i>	19
II.6.4 <i>Les huiles et corps gras</i>	20
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS.....	20
II.7.1 <i>Les unités de sciage</i>	21
II.7.2 <i>Les unités de déroulage</i>	21
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	22
II.8.1 <i>La chimie</i>	22
II.8.2. <i>La seconde transformation des métaux</i>	22
II.8.3. <i>L'industrie minière</i>	23
II.8.4 <i>La fonderie</i>	23
II.9. LE RAFFINAGE.....	24
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE .	24
II.10.1 <i>L'électricité</i>	24
II.10.2. <i>L'eau</i>	25
II.11 LES BTP	25
II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	26
II.12.1 <i>Le transport aérien</i>	26
II.12.2 <i>Le transport ferroviaire</i>	26
II.12.3 <i>L'activité portuaire à Owendo</i>	27
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.14 LE COMMERCE.....	28
II.14.1 <i>Le commerce général structuré</i>	28

II.14.2. <i>Le commerce des véhicules</i>	28
II.14.3 <i>Le commerce des produits pétroliers</i>	28
II.14.4 <i>Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	29
II.15 LES AUTRES SERVICES	29
II.15.1 <i>Les services rendus aux entreprises</i>	29
II.15.2 <i>Les services rendus aux particuliers</i>	29
II.15.3 <i>Les Services immobiliers</i>	29
II.15.4 <i>Les services de mécanique générale</i>	30
II.16 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	30
II.16.1. <i>L'analyse bilancielle</i>	30
II.16.2 <i>Les opérations avec la clientèle</i>	30
II.16.2.1 <i>Les ressources collectées</i>	30
II.16.2.2 <i>Les crédits distribués</i>	31
II.17 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE (EMF).....	32
II.17.1. <i>La configuration du secteur et la clientèle des EMF</i>	32
II.17.2. <i>La clientèle des EMF</i>	32
II.17.3. <i>Les capitaux propres et intermédiation financière</i>	33
II.17.4. <i>La structure des taux</i>	33
II.18 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	33
II.18.1 <i>Les ressources</i>	33
II.18.2 <i>Les emplois</i>	34
II.18.2.1 <i>Investissements et créances impayées</i>	34
II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES.....	34
<i>La Branche Non Vie</i>	35
<i>La Branche Vie</i>	35
<i>La Répartition des parts de marché par compagnie</i>	35
<i>Les sinistres réglés</i>	36
<i>Les commissions versées</i>	36
II.20 MOBILE MONEY	36
III. LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES EN DECEMBRE 2021.....	38
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION	38
III.1.1. <i>L'analyse des prix par poste</i>	38
III.1.2. <i>L'analyse sectorielle</i>	39
III.1.3. <i>La compétitivité globale</i>	39
III.2. L'EMPLOI	40
III.2.1 <i>La variation des effectifs par département</i>	41
III.2.2 <i>Evolution des effectifs de la MONP</i>	41
III.3. LES SALAIRES.....	41
III.3.1. <i>La solde permanente par Administration</i>	41
III.3.2. <i>La masse salariale de la main d'œuvre non permanente</i>	42
III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR	42
III.4.1. <i>Evolution des exportations en valeur</i>	42

<i>III.4.2. Evolution des importations en valeur</i>	43
III.5. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE	44
<i>III.5.1 Les principaux clients</i>	44
<i>III.5.2 Les principaux fournisseurs</i>	45
□ <i>Par continent</i>	46
III.6. LA DETTE PUBLIQUE	46
<i>III.6.1. Le règlement de la dette</i>	46
<i>III.6.2. L'évolution des tirages sur financements</i>	47
III.7. LA SITUATION MONETAIRE	47
<i>III.7.1. Les principaux agrégats monétaires</i>	48
<i>III.7.1.1 la masse monétaire (M2)</i>	48
<i>III.7.1.2 les ressources extra monétaires</i>	48
<i>III.7.2. Les contreparties de la masse monétaire</i>	48
<i>III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	48
<i>III.7.2.2- Le crédit intérieur</i>	49
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE	49
CONCLUSION	50

L'économie mondiale a amorcé un redressement en 2021 (+5,9%), après l'effondrement enregistré l'année précédente (-3,1%) suite aux effets récessifs de la crise sanitaire. En termes de niveau, le produit intérieur brut mondial est supérieur (environ 89,8 billions de dollars US) au niveau d'avant crise sanitaire (87,61 billions de dollars US), même si quelques disparités subsistent entre les différentes régions et à l'intérieur de certains blocs économiques.

Plus proche de nous, en zone CEMAC, en dépit de la persistance de la pandémie et la contraction de la production pétrolière dans la plupart des pays producteurs, l'activité a poursuivi son relèvement, soutenu par la bonne tenue du gaz et des autres matières premières, portant ainsi la croissance du Pib à 1,9% à fin décembre 2021 contre une croissance négative une année auparavant (-1,7%).

Au niveau national et dans le sillage des évolutions internationales, l'observé conjoncturel fait apparaître une embellie dans la majorité des secteurs d'activité.

En effet, au niveau du **secteur primaire**, la baisse de 6,7% de la production et des exportations pétrolières a été quelque peu atténuée par la remontée des cours de cette commodité sur le marché international. Celle-ci s'est traduite par une bonne orientation des cours des bruts gabonais (+73,3%), nonobstant une légère dépréciation du dollar par rapport au francs CFA (-3,7%).

Parallèlement, les indicateurs de la production de manganèse ont été globalement positifs. La production, les exportations et les ventes ont progressé respectivement de 11,8%, 11,1% et 11,4%, grâce aux performances de deux des trois acteurs de la branche. Toutefois, le chiffre d'affaires a été pénalisé par la baisse des cours liée à l'abondance de l'offre sur le marché international.

Les performances de l'exploitation forestière se sont renforcées à fin 2021, du fait de la mise en exploitation de nouvelles surfaces forestières, dans un contexte de forte demande émanant notamment des unités installées dans la zone économique de Nkok.

Dans le même temps, la filière d'huile de palme brute a consolidé ses performances avec une production de régimes et d'huile de palme brute en hausse de 54,2 et 52,6% respectivement, rendue possible par l'accroissement du rendement des plantations.

On note à l'opposé de ces évolutions, les contreperformances de l'activité de production de caoutchouc naturel, notamment le caoutchouc usiné (-25,0%) et ses exportations (-32,4%), pénalisée par les difficultés rencontrées par l'opérateur durant le premier semestre. Le chiffre d'affaires a toutefois mieux résisté à la faveur d'une consolidation des cours moyens sur le marché (+19,1%).

L'activité dans le **secteur secondaire** a été assez soutenue à fin décembre 2021, au regard de l'évolution de ses branches. Celle-ci a amorcé un redressement même si on relève une persistance des effets de la crise sanitaire qui empêchent un redémarrage homogène.

En effet, au niveau de la branche des industries agro-alimentaires, l'activité sucrière présente des résultats mitigés marqués par une contraction du volume de production du sucre transformé (-11,8% à 19848 tonnes), des ventes (-2,7% à 31097 tonnes) et du chiffre d'affaires (-2,5% à 21 milliards de Fcfa) qui ont souffert de l'atonie de la demande locale et des difficultés d'évacuation des produits par voie routière et ferrée. Les conditions favorables d'exploitation ont tout de même conduit à un accroissement de la production de granulés de 50 kg (+14,9%).

A la faveur de l'assouplissement des mesures gouvernementales, notamment la réouverture d'un certain nombre d'activités commerciales (restaurants, hôtels, discothèques, etc.) et l'autorisation des manifestations de plus de 30 personnes, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a augmenté de 10,6% pour se situer à 3 millions d'hectolitres. De même, la branche

d'eau minérale renforce ses résultats à fin décembre 2021 par l'accroissement concomitant de sa production (+2,9%) et de son chiffre d'affaires (+2,5% à 21,86 milliards de Fcfa). Parallèlement, l'ensemble des indicateurs des huiles et corps, à l'exception des savons et de la stéarine, sont positifs suite au regain de la demande domestique et extérieure.

Les unités de transformation du bois, dans leur globalité, ont enregistré un relèvement de leur activité au terme de l'année 2021. En effet, la production de bois débités a fortement progressé (+33,9% à 1 346 136 m³), en lien avec l'amélioration du rendement des unités de production et le bon approvisionnement en grumes des usines installées dans la zone de Nkok.

Dans le même temps, la branche des Autres industries a bien redémarré, notamment en ce qui concerne la chimie, portée par l'embellie dans la sous-branches de production des peintures dont l'activité est corrélée à celle des Btp et de l'industrie pétrolière. La bonne tenue de la branche des Autres industries a également été soutenue par l'accroissement de la production de la seconde transformation des métaux (+24,5% à 20205,9 tonnes de tôles) et par l'industrie minière, notamment la production d'alliages manganèse qui a cru de 11,6% à 41 040 tonnes et celle de la fonderie (+19,5% à 4685,4 tonnes). Les résultats enregistrés dans la production d'alliages manganèse est liée à la bonne orientation de la production de silico manganèse, car l'activité d'électrolyse de manganèse métal a définitivement cessé en septembre 2020.

Dans le sillage de la dynamique enregistrée dans les autres branches, l'activité de raffinage du pétrole s'est soldée par des résultats appréciables relevés au niveau de la quantité de brut traité (+14,7% à 956 979 tonnes métriques) soutenue par un approvisionnement régulier de l'usine en brut, même si l'on observe un accroissement de 25,5% des importations de produits pétroliers pour faire face au gap occasionné par l'arrêt technique et ainsi répondre à la demande.

Le secteur de l'énergie a également consolidé ses résultats sur l'électricité et l'eau. En effet, la production nette d'électricité s'est stabilisée à 2 404,4 Gwh (+0,3%), grâce au relèvement de la production de la SEEG (+1,3%), les achats auprès de la Société de Patrimoine ayant reculé de 2,9%. La production cumulée de l'eau potable s'est redressée de 4,6% à 122,57 millions de m³, grâce à la mise en service de la nouvelle station CIMGABON 2 depuis le mois d'avril 2021

L'activité de la branche BTP a été bien orientée au cours de l'année 2021, soutenue par le segment bâtiment et travaux publics, notamment les travaux de la Transgabonaise, l'aménagement de voiries urbaines, la construction de nouvelles écoles, d'amélioration de l'adduction d'eau. En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 18,1% en glissement annuel, à 72,3 milliards FCFA.

La reprise de l'activité dans **le tertiaire** est plus mitigée que dans le secteur industriel. En effet, on note un accroissement des performances au niveau du transport dans la quasi-totalité de ses composantes, notamment le transport aérien dont les mouvements commerciaux et le nombre de passagers ont progressé respectivement de 23,5% et 43,5%, le transport ferroviaire (+9,8% du volume de marchandises transportées) et l'activité portuaire (+13,8 % de mouvements des bateaux et +14,3% de tonnes de marchandises transportées à GSEZ).

De même, les indicateurs de suivi sont en nette amélioration au niveau des télécommunications. En effet, le nombre total d'abonnés au téléphone a augmenté de 3,3% à 3,176 millions de personnes, une nouvelle fois porté par le relèvement significatif du nombre d'abonnés au téléphone fixe (+34,8%).

A contrario, au niveau du commerce, le volet structuré et la vente des véhicules continuent de souffrir des effets de la crise sanitaire, tandis que le commerce des produits pétroliers et celui des produits pharmaceutiques ont amorcé une remontée.

La branche des Autres services a eu des résultats satisfaisants, au regard de l'évolution de son chiffre d'affaires global, en dépit de la contreperformance des services aux entreprises.

Concernant le système bancaire, sur la période d'analyse, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 15,2% à 3 266,6 milliards de F CFA contre 2 835,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à l'accroissement des dépôts de la clientèle (+8,1% à 2 353,9 milliards de F CFA) et des capitaux permanents (+19,4%). Les crédits bruts distribués se sont consolidés de 16% à 1 854,2 milliards de F CFA contre 1 598,1 milliards à fin 2020, tirés essentiellement par la hausse des crédits accordés au secteur privé (+16,9% à 1 324,4 milliards de F CFA).

Avec un nombre de plus en plus grandissant de comptes actifs, l'activité mobile money affiche en 2021 une hausse de l'ordre de 12% de son chiffre d'affaires, à 8 milliards 899 millions de FCFA contre 7 milliards 932 millions de FCFA à la même période en 2020.

A fin 2021, en moyenne annuelle, l'inflation nationale s'est située à +1,1% contre +1,35% en 2020. Ce taux reste de nouveau inférieur à la norme communautaire (+3%). En décembre 2021, le taux en glissement mensuel a connu une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage à 1,7% par rapport au mois de décembre 2020. Cette atténuation provient essentiellement des Produits alimentaires & Boissons non alcoolisées (+1,3% contre +1,7%), des Transports (+2,5% contre +7,0%), des Communications (+0,3% contre +2,1%), des Loisirs et Culture (+0,2% contre +0,4%) et de l'Enseignement (+2,6% contre +2,7%).

En termes de compétitivité globale et comparativement à nos principaux partenaires économiques, le différentiel d'inflation est favorable au Gabon en 2021 en particulier avec la France et les Etats-Unis. En effet, les écarts d'inflation se sont situés comme suit : -0,5 par rapport à la France et -5,9 par rapport aux Etats-Unis. En outre, avec la Chine, l'écart d'inflation s'est situé à +0,2.

En matière d'emploi, le nombre de salariés dans le secteur public a augmenté de 2,6% pour s'établir à 100 295 agents par rapport à fin décembre 2020. Cette situation s'explique par la hausse des effectifs de la Fonction publique (+3,6%), nonobstant le fléchissement du nombre d'agents de la main d'œuvre non permanente (-3,6%). La masse salariale a suivi la même tendance (+0,8%) pour se situer à 651, 6 milliards de FCFA.

Malgré les distorsions persistantes dans la logistique internationale, les échanges commerciaux ont progressé de 3,6% à 4 494,2 milliards de FCFA entre janvier et décembre 2021, suite à la hausse des exportations (+8,1%), malgré le repli des importations (-6,7%). Dans ce contexte, la balance commerciale demeure excédentaire et en progression de 19,7% à 2 024,8 milliards de FCFA. En conséquence, le taux de couverture a augmenté de 36,1 points.

Comparativement au troisième trimestre, l'activité économique mondiale a ralenti au quatrième trimestre. Cette évolution résulte de la propagation du variant Omicron qui a impacté l'ensemble des économies.

En outre, ce fléchissement a eu lieu dans un contexte d'alourdissement des finances publiques, de maintien de politique monétaire accommodante des banques centrales et un niveau de chômage encore élevé.

A cela, il faut ajouter le relèvement des prix des matières premières et l'augmentation du volume des marchandises échangées (9,3% en 2021 contre -8,2% en 2020).

Au terme de l'année 2021, le PIB mondiale a progressé de 5,9% contre -3,1% en 2020.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés est assez mitigée au cours du dernier trimestre, au regard des divergences au sein de ce bloc économique. Les Etats-Unis s'affichent comme le moteur de cet ensemble dans un contexte d'augmentation des prix des matières premières malgré la remontée des cas de contaminations, en rapport avec Omicron.

L'activité économique aux Etats-Unis a progressé de manière significative au quatrième trimestre, comparativement au troisième trimestre. En effet, l'expansion s'est accélérée au cours des quatre derniers mois en 2021, grâce notamment à la reconstitution des stocks des entreprises et à une augmentation des dépenses de consommation. Ainsi, le PIB s'est situé à 6,9% contre 2,3% au troisième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2021, le Pib a progressé de 5,6% contre -3,4% en 2020.

Après une contraction de 0,7% sur la période juillet-septembre, la croissance nipponne a rebondi pour se situer à 1,3% au quatrième trimestre. Ce rebond provient d'une dynamique retrouvée de la consommation des ménages (+2,8%), qui a profité d'une nette accalmie sur le front sanitaire et d'une hausse de ses exportations (+1,0%). Ainsi, l'expansion de l'économie de l'archipel a été de 1,6% contre -4,5% un an plus tôt.

En raison des incertitudes liées à la propagation du variant Omicron, la croissance de l'économie de la zone euro a ralenti comme attendu au quatrième trimestre. Après une progression de 2,2% au troisième trimestre, le PIB a chuté pour s'établir à 0,3%. Le PIB s'est situé à 5,2% en 2021 contre -6,4% un an auparavant

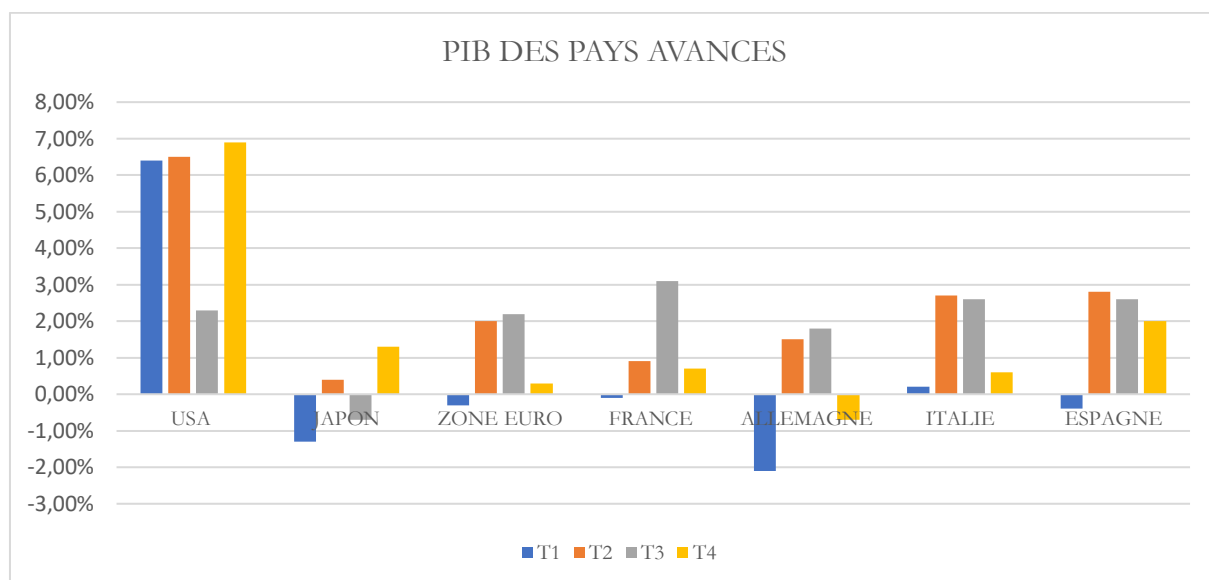
La France a enregistré une croissance de 0,7% contre 3,1% au trimestre précédent. Cette progression résulte de la hausse de la consommation des ménages (+ 0,4%) et de l'investissement des entreprises (+0,8%). Ainsi, la croissance annuelle s'est chiffrée à 6,7% contre -8,0% en 2020.

En proie aux effets d'une quatrième vague de coronavirus et à une industrie en berne, l'économie allemande est au bord de la récession au quatrième trimestre. En effet, le PIB s'est contracté de 0,7% contre une progression de 1,8% précédemment. Sur l'année 2021, la croissance de la première économie de la zone affiche des performances en dessous de son potentiel. Néanmoins, l'expansion a atteint 2,7% contre -4,6% en 2020.

L'Italie, troisième économie de la zone euro, a affiché une croissance de 0,6% sur les trois derniers mois de 2021. Dans le même temps, celui de l'Espagne a été de 2,0. Sur l'année 2021, les deux pays sont sortis de la récession avec des taux de croissance respectif de 6,2% et 4,9%.

Hors de la zone, la croissance du PIB britannique a reculé de 0,5% contre +1,3 % au troisième trimestre de 2021, en raison des pénuries de personnel, de la crise de la chaîne d'approvisionnement

et de la hausse de l'inflation. A fin décembre 2021, sa croissance économique a progressé de 7,2% contre -9,4% en 2020.



I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

En 2021, l'activité économique des pays émergents et en développement s'est accélérée. Cette performance est consécutive à la bonne tenue des prix des produits de base et à une augmentation du volume des marchandises échangées. En effet, le PIB de la zone a évolué de 6,5% contre -2,0% un an plus tôt.

Sur l'année 2021, la Russie a enregistré une croissance de 4,5% contre -2,7% en 2020, malgré les tensions politiques avec l'Ukraine. Cette évolution résulte de la hausse des prix de l'or noir sur les marchés internationaux.

En Asie, l'économie chinoise doit faire face à une crise dans l'immobilier, à un rebond épidémique et à une flambée des prix des matières premières. Dans ce contexte, le PIB, quoique robuste, a reflué de 4,0% contre 4,9% au trimestre précédent. En 2021, le PIB a augmenté de 8,1% contre 2,3% en 2020. Concomitamment, la croissance indienne s'est élevée à 9,0% contre -7,3%.

En Amérique latine, les perspectives économiques demeurent liées à l'amélioration des projections des pays exportateurs de produits de base. Le Mexique et le Brésil, principales économies de la zone, ont enregistré respectivement 5,3% et 4,7% de croissance contre -8,2% et -3,9% en 2020.

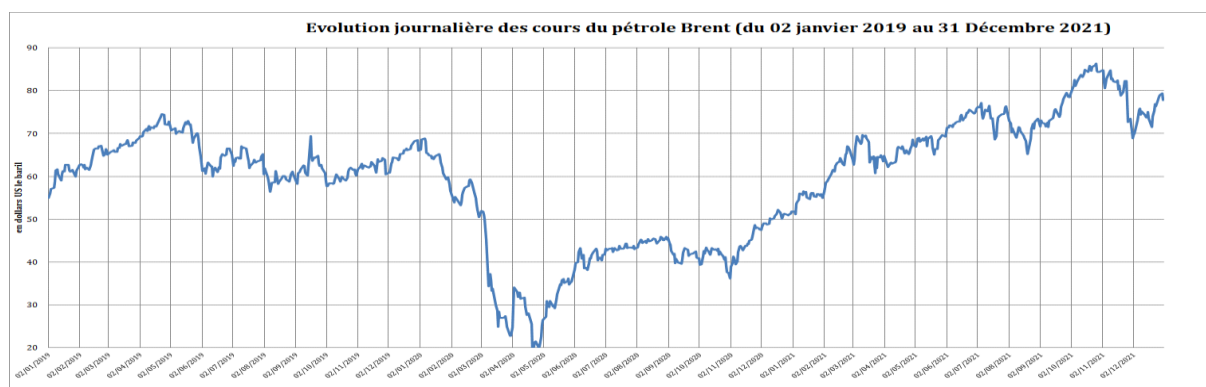
A l'instar des autres pays exportateurs de pétrole, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont également bénéficié de cette embellie des cours. Ainsi, le PIB a augmenté de 4,1% en 2021 contre -3,2% une année plus tôt.

En 2021, le PIB de l'Afrique subsaharienne a profité de l'élévation des cours entraînant ainsi une amélioration de 4,0% de cet indicateur.

En zone CEMAC, l'environnement économique a continué à être impacté à fin 2021 par la persistance de la crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19. Néanmoins, en dépit de la baisse de la production pétrolière des principaux pays producteurs, l'environnement économique s'est caractérisé par l'augmentation de la production de gaz, des autres principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC, l'accroissement conséquent des termes de l'échange dans un contexte de relèvement accru des cours du pétrole brut. Dans ce contexte, la croissance est redevenue positive en 2021 après la récession de 2020. Elle s'est établie à 1,9% en 2021 contre -1,7% en 2020, portée par le rebond de la demande intérieure et des activités non pétrolières.

1.3 EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES ET DU DOLLAR

1.3.1 Le Pétrole

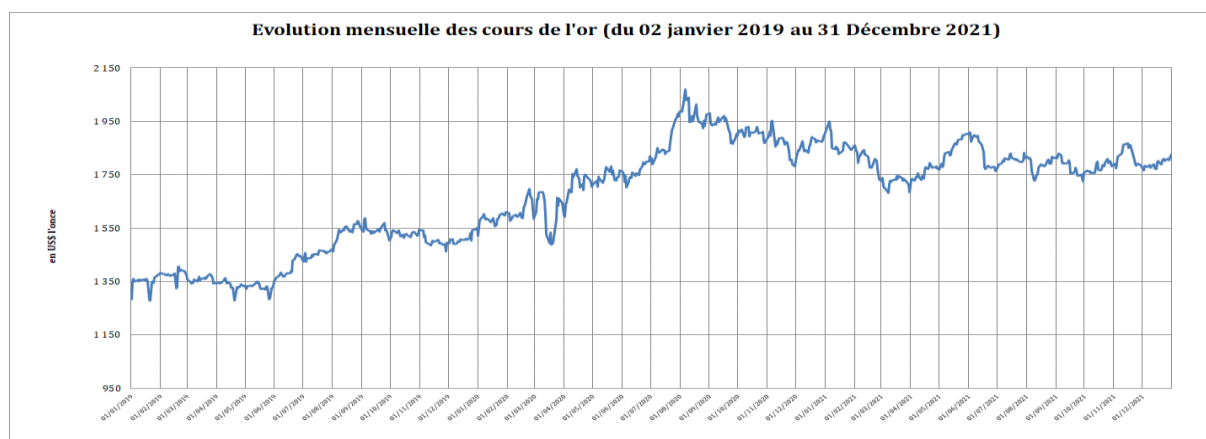


L'année 2021 a été marquée par un fort rebond du cours moyen du Brent, après l'effondrement observé au cours de l'année précédente. En effet, en moyenne, le cours du Brent s'est situé à **70,4** \$/baril, en hausse de **66,4%** sur la période sous revue. En glissement trimestriel, il y a eu une évolution ascendante tout au long de l'année, marquée par une augmentation de 10% entre le troisième (3T21) et le quatrième trimestre (4T21).

Cette bonne orientation du cours moyen du baril de Brent est la résultante de la discipline des pays membres de l'Opep+ quant au respect des quotas en vue de soutenir les prix sur le marché de l'or noir. Les prix ont également subi une pression à la hausse de la reprise économique mondiale marquée, notamment, par le redémarrage des activités de transport grâce à la levée progressive des barrières aux frontières et au regain de l'activité industrielle et des services.

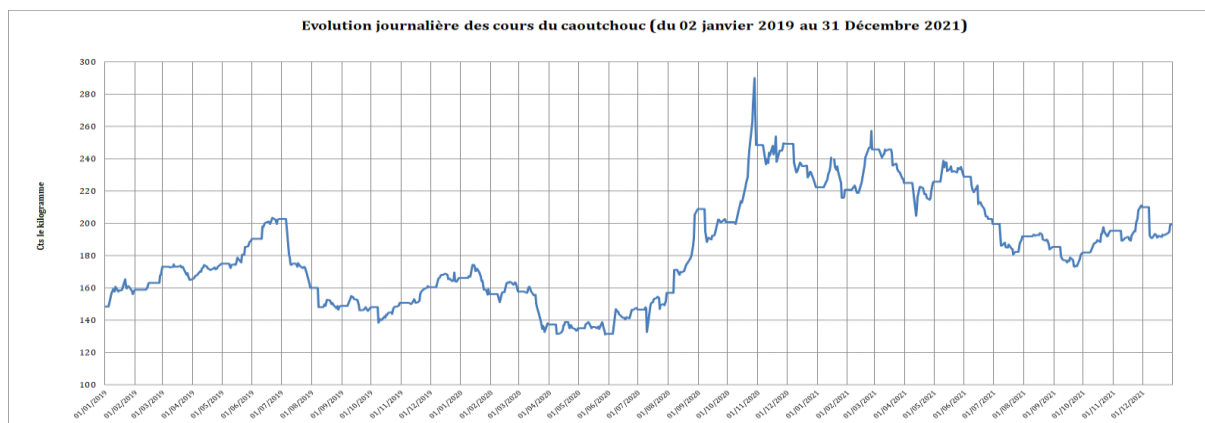
Cours moyen du Brent	1T21	2T21	3T21	4T21	2020	2021	Var 21/21
		62,04	68,50	72,10	79,10	42,30	70,4

1.3.2 Le marché de l'Or



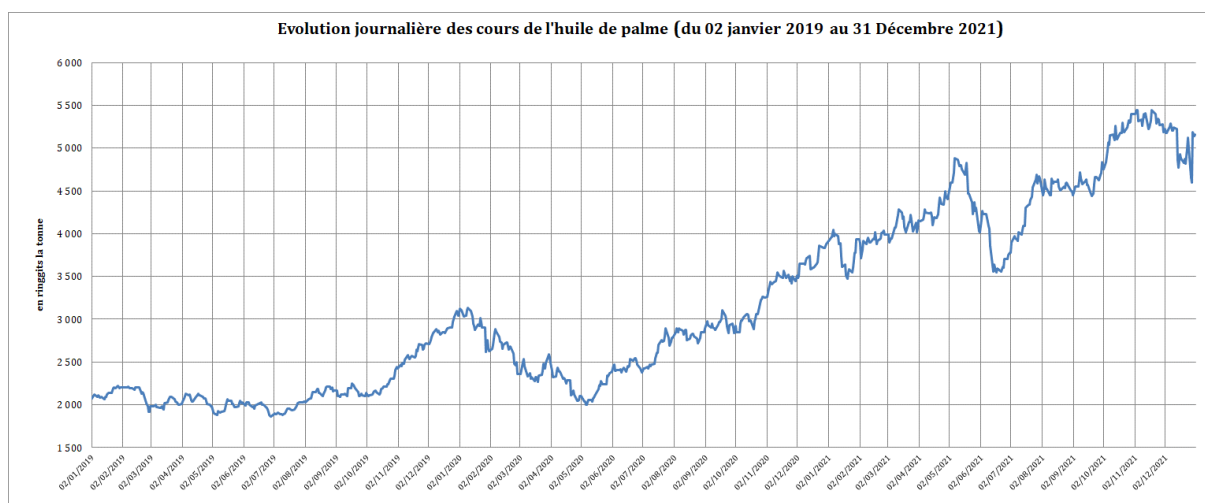
Au terme de l'exercice 2021, les cours moyens de l'or se sont légèrement relevés de 0,7% à 1 798,82 dollars l'once comparativement à la même période une année auparavant. Comme valeur refuge, l'or a tiré profit de la faiblesse du dollar américain, des politiques monétaires accommodantes des différentes banques centrales (Fed notamment) et des politiques de relance économique qui ont entériné l'injection massive de fonds pour soutenir les économies.

1.3.3 Le Caoutchouc naturel



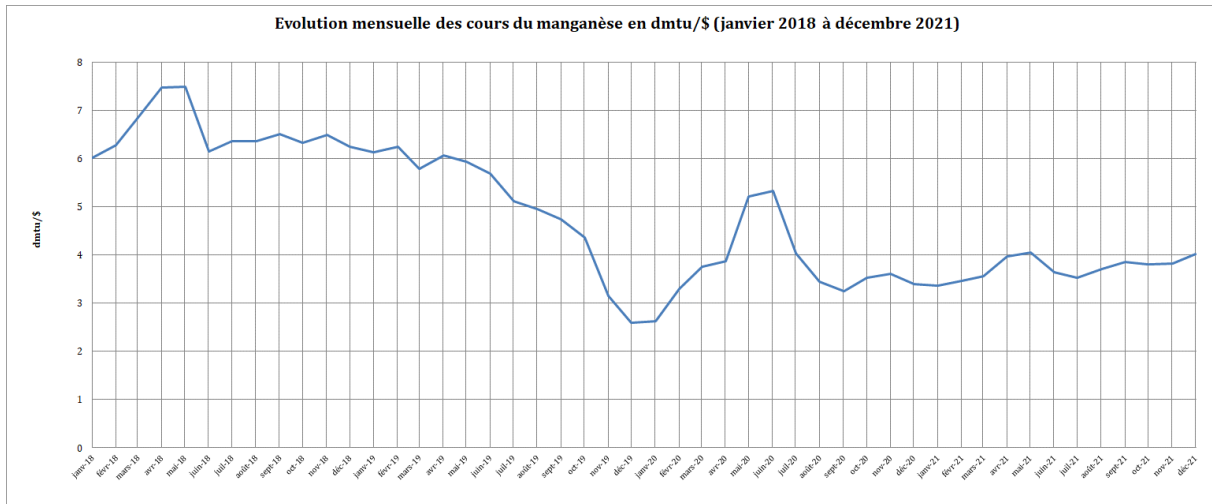
Sur l'année 2021, en moyenne, les prix du caoutchouc naturel ont gagné 19,1% à 2,05 dollars le kilogramme comparativement à la même période de l'an dernier. Les prix ont été soutenus par la reprise dans l'industrie automobile et la chimie (production de gants en latex). De même, les perturbations dans les zones de production en Indonésie ont exercé une pression à la hausse sur les prix du caoutchouc naturel.

1.3.4 L'Huile de palme



Dans le sillage des autres produits agricoles, les cours de l'huile de palme se sont fortement appréciés au cours de l'année 2021. En moyenne, ils ont bondi de près de 60% pour se situer à 1 069 \$ la tonne contre 668 \$ la tonne en 2020. Les cours ont profité des perturbations de l'offre dans les zones de production eu égard aux mesures barrières prises pour freiner la propagation du coronavirus (les nouveaux variants Delta et Omicron). De même, la reprise plus importante de la demande a exercé une pression à la hausse sur les cours sur la période d'analyse.

1.3.5 Le manganèse



Le marché mondial du minerai de manganèse s'est caractérisé par un déficit du bilan offre/demande sur l'année 2021, les stocks aux ports chinois se sont établis à 5,4 Mt, représentant désormais 9 semaines contre 12 semaines en 2020. Parallèlement, la consommation de manganèse a été estimée à 21,4 Mt pour un niveau de production projetée à 20,6 Mt. Dans ces conditions, le prix moyen du minerai de manganèse CIF Chine 44% s'est apprécié de 15% à 5,3 USD/dmtu.

S'agissant du prix moyen de minerai de manganèse gabonais, il est passé de 3,78 USD/dmtu en 2020 pour se situer à 3,73 USD/dmtu, soit une baisse de 1,1%. Le prix a été lesté par le double effet de la progression du coût du fret sur le trajet Gabon-Chine (qui a presque doublé) et la baisse de 3,7% du taux de change USD/FCFA. D'un trimestre à l'autre, les cours ont évolué en dents de scie. Après l'amélioration constatée au deuxième trimestre (2T21), ils ont reculé de 4% au troisième trimestre (3T21) du fait du ralentissement de l'économie chinoise. Le relèvement constaté au quatrième trimestre (4T21) est lié au regain de la demande dans le reste du monde.

Cours moyen du manganèse (\$/dmtu)	1T21	2T21	3T21	4T21	2020	2021	Var 21/21
	3,46	3,88	3,71	3,88	3,78	3,73	-1,1%

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2021

SECTEURS	EVOLUTION en 2021			
	3PM	6PM	9PM	12M
Secteur primaire				
Hydrocarbures				
<i>Pétrole</i>	↓	↓	↓	↓
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↓	↑	+/-	
Manganèse	↑	↑	↑	↑
Exploitation forestière	↑	↑	↑	↑
Agriculture et élevage				
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓	↓	↓	+/-
<i>Huile de palme brute</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Elevage</i>				
Secteur secondaire				
Industries agro-alimentaires, boissons				
<i>Production meunière et avicole</i>				
<i>Production sucrière</i>	↓	↓	↓	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Eau minérale</i>	↓	↓	+/-	↑
<i>Huiles et corps gras</i>	↑	↑	↑	↑
Industries du bois				
<i>Unités de sciages</i>	↓	↓	↑	↑
<i>Unités de déroulage</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Unités de contreplaqué</i>	↑	↑	↑	↑
Autres industries				
<i>Chimie</i>				
<i>Peintures</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Gaz industriels</i>	↓		↑	
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Fonderie</i>		↑		↑
<i>Matériaux de construction</i>	↓	+/-	↓	
<i>Industrie minière</i>	↑	+/-	+/-	↑
Raffinage	↑	↑	↑	↑
Electricité et eau	↓	↓	↓	+/-
BTP	↓	↑	↑	↑
Secteur tertiaire				
Transports et auxiliaires de transports				
<i>Aérien</i>	↓	↑	↑	↑
<i>Ferroviaire</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Transport terrestre</i>	↑	↑		
<i>Activités portuaires (Owendo)</i>	↑	↑	↑	↑
Télécommunications	↑	↑	↑	↑
Commerce				
<i>Général structuré</i>	↓	↓	↓	↓
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↓	↓	↓	↓
<i>Véhicules industriels</i>	↑	↑	↑	↓
<i>Produits pétroliers</i>	↓	↑	↑	↑
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↑	↑	↑	↑
Services				
<i>Rendus aux entreprises</i>	↓	↓	↓	↓
<i>Rendus aux particuliers</i>	↓	↑	↑	↑
<i>Immobiliers</i>	↑	↑	↑	↑
<i>Réparation mécanique</i>	↓	↑	↑	↑
Hôtellerie et restauration	↓	↑	↑	

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

L'observé conjoncturel au terme de l'année 2021 fait apparaître une production nationale de pétrole en baisse de 6,7% en glissement annuel, se situant à 10,04 millions de tonnes métriques (73,29 millions de barils). Globalement, cette contreperformance est liée à l'observation des quotas Opep+, mais également à des aléas opérationnels (avarie sur de câbles électriques alimentant les sites Anguille et Torpille) et à un faible taux de disponibilité des équipements (compresseurs, générateurs électriques, etc.) chez Total Gabon et Assala Gabon. Dans le détail, malgré les dysfonctionnements évoqués supra, les troisième (3T21) et quatrième (4T21) trimestres ont vu la production s'améliorer respectivement de 1,4% et 1,6%.

Suivant la même tendance, les exportations ont reculé de 8,1% à 9,08 millions de tonnes métriques sur la période d'analyse, en raison de la baisse de la demande mondiale induite par les confinements pour stopper les nouveaux variants (Delta et Omicron).

Dans le même temps, le Brent a terminé à 70,73 dollars le baril en moyenne contre 41,66 dollars en 2020, alors que le panier de brut gabonais s'est établi à 69,71 dollars en moyenne sur l'année. En glissement annuel, cela représente des bonds respectifs de 69,7% et 73,2% grâce à la discipline des membres de l'Opep+ et les perspectives de croissance favorables sur la période.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est établi à 554,557 FCFA pour 1 dollar américain, soit une dépréciation de 3,7% comparativement à l'année précédente.

Evolution de l'activité pétrolière

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (en millions de tonnes)	2,488	2,481	2,516	2,556	10,766	10,040	-6,7%
Exportations (en millions de tonnes)	2,206	2,180	2,430	2,269	9,882	9,085	-8,1%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	60,897	68,830	73,473	79,733	41,668	70,733	69,75%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	60,116	67,770	72,216	78,751	40,230	69,713	73,29%
Taux de change (\$US/FCFA)	544,165	544,088	556,479	573,495	575,634	554,557	-3,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

Au quatrième trimestre 2021, la production de gaz naturel commercialisé a baissé de 2,4% par rapport au trimestre précédent (3T21), qui lui-même était déjà en chute de 20%. Sur l'année, la production s'est contractée de 4,3% à 444,4 millions de m³ comparativement aux réalisations de 2020 sur la même période. Dans le même temps, le prix de vente moyen du gaz naturel pratiqué sur le marché local a fléchi de 1,3% à 0,120 dollar le m³.

Evolution de l'activité de production de gaz naturel

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production commercialisée (milliers de m ³)	113 160	129 249	102 284	99 803	464 434	444 497	-4,3%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,122	0,114	0,123	0,123	0,122	0,120	-1,3%

Source : Enquête DGEPP

II.3 LE MANGANESE

La production mondiale d'acier au carbone s'est redressée de 3,6% en 2021 à 1 935 Mt, portée par la hausse dans le reste du monde (+12,5%), notamment Amérique du Nord (+18,3%), en Inde (+17,6%) et en Europe (+13,5%), dépassant ainsi les niveaux pré-crise sanitaire.

Dans le même temps, l'offre mondiale de minerai de manganèse a été de 20,6 Mt pour une consommation estimée à 21,4 Mt sur la période sous revue. Le bilan offre/demande reste déficitaire sur l'ensemble de l'année, et les stocks de minerai dans les ports chinois ont atteint 5,4 millions de tonnes, en recul par rapport à 2020 (soit environ 9 semaines de consommation contre 12 une année auparavant).

C'est dans ce contexte que la production nationale de manganèse s'est consolidée de 12,8% à 9,5 millions de tonnes en 2021 comparativement à la même période de l'an dernier. Cette performance a été réalisée grâce aux résultats exceptionnels obtenus par Comilog (+21,2% à 6,9 millions de tonnes) sur le plateau d'Okouma (expansion de la mine et constants progrès opérationnels) et au bon rendement de Cicmhz (+32% à 1,1 million de tonnes) sur la mine de Ndjolé. En glissement trimestriel, la production a ralenti de 2% au quatrième trimestre (4T21) du fait des problèmes rencontrés par Nouvelle Gabon Mining (NGM).

Sur le plan commercial, les exportations et les ventes ont respectivement augmenté de 11,7% et 12% sur la période sous revue, portées par la bonne orientation de la demande. Au niveau du chiffre d'affaires par contre, il est passé de 744 milliards FCFA en 2020 pour se situer à 697 milliards en 2021, soit un fléchissement de 6,3%. La baisse du chiffre d'affaires est consécutive à la détérioration de 1,1% des cours moyens du minerai gabonais à 3,73 USD/dmtu et à la baisse du taux change USD/FCFA de 3,7% sur la même période.

Les effectifs ont augmenté de 21,6% à 2 773 agents pour une masse salariale de 73,4 milliards FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (en tonnes)	2 187 830	2 381 364	2 504 451	2 447 964	8 443 069	9 521 610	12,8%
Exportations (en tonnes)	1 913 401	2 055 356	2 558 687	2 512 599	8 089 785	9 040 043	11,7%
Ventes (en tonnes)	1 930 458	2 055 354	2 558 687	2 512 599	8 085 376	9 057 098	12,0%
Chiffre d'affaires (milliards Fcfa)	137 598	160 189	193 523	206 429	744 524	697 740	-6,3%
Masse salariale	18 822	17 082	20 426	17 090	60 009	73 420	22,3%
Effectifs	2 539	2 559	2 638	2 773	2 280	2 773	21,6%

Sources : Enquête DGEPP

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

Au quatrième trimestre, le volume de production de bois brut est en repli de par rapport aux deux trimestres précédents, en lien avec les difficultés d'écoulement en raison du mauvais état de certains axes routiers en saison de pluies. Néanmoins, sur l'ensemble de l'année 2021, l'exploitation forestière a enregistré des résultats en forte progression. En effet, la production de grumes s'est consolidée de 25,7% à 2 528 250 m³ par rapport à la même période de l'an dernier. Cette embellie s'explique par l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et l'assouplissement des mesures gouvernementales en vue de lutter contre la propagation du Covid-19. L'observé conjoncturel au quatrième trimestre (4T21) fait apparaître une production en baisse 27%.

Sur le plan commercial, les ventes aux industries locales se sont appréciées de 11,0% à 999 717 m³, toujours en lien avec la fermeté du carnet de commandes, notamment celles émanant des unités installées dans la zone de Nkok.

Évolution de l'activité forestière

(en m ³)	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production	561 824	622 041	778 129	566 256	2 010 700	2 528 250	25,7%
Ventes aux industries locales	229 349	212 725	299 851	257 792	900 929	999 717	11,0%

Source : Enquête DGEPP

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 L'huile de palme brute

La filière de l'huile de palme brute a consolidé ses performances au terme de l'exercice 2021. Ainsi, la récolte des régimes de palme s'est renforcée de 54,2% à 449 748 tonnes, en raison de l'accroissement du rendement des plantations de Mouila et Awala, notamment de l'arrivée à maturité de nouveaux palmiers à huile. Corrélativement, la production d'huile de palme brute s'est raffermie de 52,6% pour s'établir à 107 336 tonnes.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont continué à baisser (-11,6%) pour se situer à 4 221 agents, pour une masse salariale de 19,5 milliards de FCFA, en hausse de 57,4%.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (tonnes)							
Régime de palme	110 616	142 680	104 239	92 213	291 741	449 748	54,2%
Huile brute	27 278	32 669	24 564	22 825	70 340	107 336	52,6%
Huile palmiste	-	-	-	-	3 790	-	
Effectifs (en nombre)	4 189	4 613	4 264	4 264	4 776	4 221	-11,6%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 683	5 279	4 824	4 221	12 389	19 007	53,4%

Source : Enquête DGEPP

II.5.2 Le caoutchouc naturel

Au terme de l'année 2021, l'activité de la filière du caoutchouc naturel a enregistré des résultats contrastés. En effet, la production nationale de caoutchouc naturel humide a augmenté de 4,6% pour se situer à 18 379 tonnes, suite à la montée en puissance des plantations d'Olam. Cette embellie est davantage marquée au 4T21 avec un bond de 30% par rapport au trimestre précédent. Dans le même temps, le volume de caoutchouc usiné a baissé de 25% à 5 496 tonnes, en lien avec les problèmes rencontrés par l'entreprise SIAT durant le premier semestre.

Sur le plan commercial, la chute des exportations de 32,4% a entraîné une baisse du chiffre d'affaires de 2,6% en glissement annuel, à 7,2 milliards de FCFA. La baisse du chiffre d'affaires a tout de même été atténuée par la consolidation des prix moyens de caoutchouc naturel de 19,1% sur le marché international.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	2 062	3 325	5 648	7 344	17 566	18 379	4,6%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	0	1 037	2 447	2 013	7 324	5 496	-25,0%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	43	1 145	2 426	1 998	8 304	5 613	-32,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	36	1 988	2 860	2 325	7 405	7 210	-2,6%
Effectifs	927	886	855	844	962	844	-12,3%
Masse salariale	932	998	831	871	3 302	3 632	10,0%

Source : Enquête DGEPP

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 Le sucre

L'activité sucrière présente des résultats mitigés à la fin de l'exercice 2021. En effet, sur le plan agronomique, la production de sucre en granulé de 50 kg s'est établie à 26 004 tonnes, en hausse de 14,9% par rapport à l'année précédente, en raison des conditions climatiques favorables, faisant ainsi chuter les importations de 49,2% à 5 174 tonnes. Parallèlement, la transformation de sucre a baissé de 11,8%.

Sur le plan commercial, les ventes ont reculé de 2,7%, impactées par l'atonie de la demande (brasseries, boulangeries, ménages) en pleine crise Covid-19 et par les difficultés d'évacuation des produits aussi bien par la route que la voie ferroviaire.

En conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de 2,5% pour se situer à 21 milliards de FCFA. Les effectifs et la masse salariale ont augmenté respectivement de 50,3% et 3,5% du fait de la poursuite de la campagne de récolte.

Evolution de l'activité sucrière

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Importations (tonne)	910	2 184	1 040	1 040	10 179	5 174	-49,2%
Production (en tonne)	0	2 592	20 446	2 966	22 641	26 004	14,9%
Total sucre transformé (tonne)	5 087	3 231	6 299	5 231	22 499	19 848	-11,8%
Sucre (en morceaux)	2 340	1 731	4 027	3 100	13 239	11 198	-15,4%
Autres (doses+granulés+sachets 1kg)	2 747	1 500	2 272	2 131	9 261	8 650	-6,6%
Ventes (en tonne)	7 354	7 739	8 523	7 481	31 953	31 097	-2,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 952	5 235	5 780	5 112	21 628	21 079	-2,5%
Effectifs (nombre)	717	605	938	1 079	638	1 079	69,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 464	1 541	1 434	3 785	6 085	8 224	35,2%

Source : Enquête DGEPP

II.6.2 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré une consolidation de ses performances en 2021, malgré la légère baisse observée au quatrième trimestre. Cette situation s'explique par l'assouplissement des mesures gouvernementales, notamment la réouverture d'un certain nombre d'activités (restaurants, hôtels, discothèques, etc.) et l'autorisation des manifestations de plus de 30 personnes. Ainsi, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a augmenté de 10,6% pour se situer à 3 millions d'hectolitres, portée par les bières (+11%), les boissons gazeuses (+6,7%) et les boissons diverses ou alcomix (+81%). On note tout de même un ralentissement de 7% au 4T21 comparativement au trimestre précédent.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a progressé de 11% à 161 milliards de FCFA contre 145,9 milliards de FCFA l'année dernière, en lien avec la fermeté de la demande.

Enfin, en matière d'emploi, les effectifs ont été de 1 056 agents à fin 2021 (+4,5%), pour une masse salariale en baisse de 9,9%.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Productions (en hectolitres)	714 872	753 892	803 476	739 699	2 724 212	3 011 938	10,6%
Bières	440 486	484 038	513 697	453 830	1 702 342	1 892 052	11,1%
Boissons gazeuses	252 270	240 509	252 913	250 624	933 369	996 316	6,7%
Vins	7 781	10 853	10 964	9 716	41 951	39 314	-6,3%
Divers	14 336	18 491	25 901	25 529	46 550	84 257	81,0%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	36 799	39 585	44 093	41 497	145 979	161 974	11,0%
Effectifs	1 020	1 008	1 045	1 056	1 011	1 056	4,5%
Masse salariale	3 921	3 903	3 844	4 470	17 912	16 139	-9,9%

Source : Enquête DGEPP

II.6.3 L'eau minérale

La branche de l'eau minérale présente des résultats satisfaisants au terme de l'année 2021. En effet, la production totale a augmenté de 2,9% à 1,1 million d'hectolitres, en raison de la bonne tenue du carnet de commandes et du dynamisme des gammes proposées par Sobraga (+9%) et Origen (+53%) sur la période sous-revue. Cette performance a davantage été marquée au 4T21 avec relèvement de la production de 13% faisant suite à deux trimestres consécutifs de baisse.

Ainsi, les ventes ont généré un chiffre d'affaires de 21,9 milliards de FCFA, en hausse de 2,5% par rapport à 2020.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production d'eau (en hectolitres)	296 924	275 919	269 356	305 210	1 115 597	1 147 409	2,9%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	5 210	5 377	5 457	5 819	21 324	21 864	2,5%
Effectifs	80				78		
Masse salariale	265,5	214,8	241,3	245	1 111	967	-12,9%

Source : Enquête DGEPP

II.6.4 Les huiles et corps gras

Au terme des douze mois de 2021, l'activité des huiles et corps gras a été marquée par la poursuite des résultats satisfaisants comparativement à la même période de l'an dernier. Ainsi, la production de l'huile raffinée s'est appréciée de 15,2% pour s'établir à 21 620 tonnes. Cependant, le savon et la stéarine ont baissé respectivement de 18,5% et 3,6%.

Au plan commercial, les ventes locales (+6,4%) et les exportations (+54,9%) ont augmenté, se situant respectivement à 24 866 tonnes et 79 652 tonnes, suite au regain de la demande domestique et extérieure. En conséquence, le chiffre d'affaires a très fortement augmenté pour se situer à 61,3 milliards de FCFA, sous le double effet de la hausse des exportations et du prix moyen sur le marché mondial (+59,9%).

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (tonnes)	7 875	8 769	7 769	8 917	31 688	33 330	5,2%
Oléine (huile raffinée)	4 614	5 387	5 432	6 187	18 772	21 620	15,2%
Savons	1 366	1 348	711	620	4 967	4 046	-18,5%
Stéarine	1 895	2 034	1 626	2 109	7 948	7 664	-3,6%
Ventes locales (en millions de FCFA)	5 540	6 193	6 773	6 846	23 824	25 352	6,4%
Huile rouge (brute)	99	49	200	138	0	486	
Oléine (huile raffinée)	4 797	5 432	5 934	6 069	18 405	22 232	20,8%
Savons	644	712	639	639	5 419	2 634	-51,4%
Exportations	12 773	31 759	22 846	19 569	56 123	86 947	54,9%
Huile Brute	10 423	27 171	18 617	16 965	46 068	73 176	58,8%
Huile palmiste	1 625	2 247	0	2 604	3 696	6 476	75,2%
PFAD & Sterian	724	2 341	4 229	0	6 358	7 294	14,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 399	23 510	13 304	13 122	23 054	61 336	166,0%

Source : Enquête DGEPP

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Au cours du quatrième trimestre, l'activité de l'industrie du bois a légèrement ralenti par rapport au troisième trimestre, mais elle est restée nettement supérieure aux deux premiers trimestres. Au terme de l'année 2021, les unités de transformation du bois ont enregistré une forte augmentation de leur volume d'activité par rapport à 2020.

En effet, la production globale de bois débités a bondi de 34,5% à 1 577 862 m³, en lien avec l'amélioration du rendement des unités de production, la montée en puissance des unités nouvellement installées et le bon approvisionnement en grumes des usines, notamment dans la zone de Nkok. Le volume de production des unités industrielles installées dans la zone de Nkok a augmenté de 44,8% en 2021, atteignant 723 532 m³ de bois débité. Ces unités représentent désormais 50% de la production nationale contre 40% en 2020.

L'augmentation de la production au sein de la zone de Nkok provient des segments placage (+54%) et contreplaqué (+151,2%) alors que le sciage évolue de manière plus modérée (+18,8%). Ces évolutions traduisent la vocation de cette zone qui est de favoriser le développement de la deuxième et troisième transformation du bois.

Sur le plan commercial, les exportations se sont accrues au quatrième trimestre par rapport aux trimestres précédents, suite à une hausse de la demande, en lien avec l'allègement des restrictions dans de nombreuses zones. Sur l'ensemble de l'année, les exportations ont enregistré la même tendance haussière et se sont situées à 1 098 732 m³ (+34,4%). Ce regain est lié au dynamisme des commandes extérieures des bois débités en Asie et dans l'UE. S'agissant des ventes locales, elles se sont appréciées de 20,9%, tirées par le dynamisme de la demande locale en bois débités (industriels et entreprises du BTP pour l'essentiel).

Évolution de l'activité de production des industries du bois

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production	369 229	380 297	419 694	408 642	1 173 066	1 577 862	34,5%
Ventes locales	35 873	45 817	49 248	40 915	142 141	171 854	20,9%
Exportations	266 065	272 932	276 436	283 299	817 373	1 098 732	34,4%

Source: Enquête DGEPP

II.7.1 Les unités de sciage

Sur la période sous revue, les unités de sciage ont connu une amélioration de leurs performances industrielle et commerciale. En effet, la production a été de 872 331 m³, en hausse de 24,3% grâce à la montée en puissance des unités nouvellement installées et d'un bon approvisionnement en grumes. Suivant la même tendance haussière, les exportations ont affiché 18,7% de hausse, à 567 903 m³, justifiées par la bonne orientation de la demande sur le marché international. Les ventes locales n'ont pas dérogé à la règle en affichant 6,3% de progression pour se situer à 120 006 m³, en lien avec la consolidation de la demande domestique.

Évolution de l'activité de sciage

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production	205 494	202 477	238 926	225 433	701 794	872 331	24,3%
Ventes locales	25 702	32 144	31 852	30 308	112 903	120 006	6,3%
Exportations	136 107	136 551	151 929	143 316	478 556	567 903	18,7%

Sources: Enquête DGEPP

II.7.2 Les unités de déroulage

• Le placage

A fin décembre 2021, le segment de fabrication des placages a enregistré des performances exceptionnelles. En effet, la production a fortement progressé (+48,2%) pour atteindre 624 808 m³, en lien avec les résultats appréciables des unités installées à Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont augmenté respectivement de 74,8% et 63,9%. Les ventes ont tiré profit de la reprise dans le BTP au niveau domestique et d'une accélération de la demande internationale des produits de placage.

Évolution de l'activité de placage

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production	144 138	160 051	159 765	160 853	421 621	624 808	48,2%
Ventes locales	7 094	10 240	13 233	8 175	22 167	38 742	74,8%
Exportations	121 079	124 877	118 121	130 113	301 429	494 190	63,9%

Source : Enquête DGEPP

- **Le contreplaqué**

Au terme l'année 2021, les unités de fabrication de contreplaqué se sont caractérisées par un raffermissement de leur activité industrielle et commerciale. Ainsi, la production a augmenté de 62,6% à 80 724 m³, en lien avec la création de nouvelles unités (Nkok), la montée en puissance de celles dernièrement installées et un bon approvisionnement en matière première.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont plus que doublée du fait de la reprise des activités dans la construction, entre autres. Au niveau des exportations, les ventes ont fléchi de 2%, en lien avec le repli de la demande sur le marché international.

Évolution de l'activité de contreplaqué

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production	19 596	17 769	21 003	22 356	49 651	80 724	62,6%
Ventes locales	3 077	3 433	4 163	2 432	7 071	13 106	85,3%
Exportations	8 879	11 504	6 386	9 870	37 388	36 638	-2,0%

Source : Enquête DGEPP

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- **Les peintures**

Au terme de douze (12) mois d'activité en 2021, la branche des peintures a enregistré des résultats satisfaisants. En effet, la production s'est portée à 3 729 tonnes, en augmentation de 18,5% en glissement annuel. Cette embellie est liée au regain d'activité dans les BTP, le dynamisme de l'industrie pétrolière et les investissements réalisés en saison sèche.

Le chiffre d'affaires s'est amélioré de 14,8% pour se situer à 9,27 milliards FCFA, porté par la bonne tenue du portefeuille clients. La masse salariale (+3,5%) et les effectifs (+8,5%) ont également suivi la même tendance haussière.

Evolution de l'activité des peintures

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (en tonnes)	738	1 177	1 066	749	3 147	3 729	18,5%
Chiffre d'affaires	2 017	2 326	2 714	2 220	8 078	9 278	14,8%
Masse salariale	253	253	256	319	1 044	1 081	3,5%
Effectifs	88	88	89	89	82	89	8,5%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.2. La seconde transformation des métaux

Au terme de l'année 2021, la branche de la transformation de l'aluminium a connu une amélioration de ses résultats. En effet, la production s'est située à 2 205,9 tonnes, soit une augmentation de 24,5%. Cette consolidation est liée à l'accroissement de la commande publique (relance des activités des BTP) et à la levée de certaines mesures restrictives en début du second trimestre de l'année sous-revue.

Le chiffre d'affaires a progressé de 31,4% pour se situer à 6,29 milliards de FCFA, en lien avec la reprise des activités. Les effectifs ont été de 30 agents pour une masse salariale de 352,8 millions FCFA.

Evolution de l'activité de la transformation des métaux

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production de tôles (en tonnes)	411,3	603,5	679,0	512,0	1 771,6	2 205,9	24,5%
Tôles minces	87,5	149,5	133,7	110,1	476,5	480,8	0,9%
Tôles épaisses	323,9	454,0	545,3	402,0	1 295,1	1 725,1	33,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 154,2	1 679,4	1 943,6	1 519,6	4 792	6 296,9	31,4%
Masse salariale	66,6	105,5	76,4	104,3	321,0	352,8	9,9%
Effectifs (en nombre d'agents)	28	29	30	30	29	30	3,4%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.3. L'industrie minière

Après 12 mois d'activité en 2021, la production d'alliages s'est consolidée de 11,6% à 41 040 tonnes comparativement à la même période de l'an dernier. Cette performance est en lien avec la bonne orientation de la production de silico manganèse, car l'activité d'électrolyse de manganèse métal a définitivement cessé en septembre 2020.

Sur le plan commercial, les exportations ont baissé de 18,6% en glissement annuel, pour s'établir à 37 831 tonnes. Toutefois, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 10,3% à 29,5 milliards FCFA, porté par la hausse des cours du silico manganèse (+43,3%) sur la période.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production (en tonnes)	13 208	9 171	11 209	7 452	36 777	41 040	11,6%
Silico Manganèse (SiMn)	13 208	9 171	11 209	7 452	35 424	41 040	15,9%
Manganèse Métal (Mn Métal)	0	0	0	0	1 353	0	-100,0%
Ventes (en tonnes)	9 848	12 375	8 663	6 945	46 462	37 831	-18,6%
Silico Manganèse (SiMn)	9 847	12 373	8 663	6 945	43 391	37 828	-12,8%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1	2	0	0	3 071	3	-99,9%
Chiffres d'affaires (milliards FCFA)	6 027	9 014	7 675	6 785	26 748	29 501	10,3%

Sources : Enquête DGEPP

II.8.4 La fonderie

A fin décembre 2021, la branche de la fonderie a connu une hausse de ses performances industrielle et commerciale. En effet, la production consolidée est en nette augmentation de 26,2% se situant à 4 685,4 tonnes, portée à la fois par la relance de l'activité économique nationale et la hausse des commandes à l'international (aluminium, bronze et plomb).

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a été en hausse de 19,5% soit 3,3 milliards de FCFA en 2021 contre 2,6 milliards en 2020, en lien avec la hausse des exportations au dernier trimestre de l'année 2021 et la bonne tenue des prix à l'international.

Evolution de l'activité de fonderie

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production totale (en tonnes)	1 170,7	1 187,1	1 217,6	1 110,1	3 921,7	4 685,4	19,5%
Aluminium	399,5	449,5	479,8	487,6	1 439	1 816,4	26,2%
Plomb	432,9	414,2	372,9	255,2	1 207	1 208	22,2%
Cuivre	284,6	293,4	306,6	309	973	1 091	9,4%
Bronze	53,6	29,9	58,3	58,2	43	63	8,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	730,7	819,4	824	911,6	2 563,6	3 285,7	19,5%

Source : Enquête DGEPP

II.9. LE RAFFINAGE

L'observé conjoncturel de l'année 2021 fait apparaître de très bons résultats au niveau du raffinage du pétrole brut. Ces performances sont les plus encourageantes depuis celles réalisées en 2016. En effet, le volume de brut traité a augmenté de 14,7% à 956 979 tonnes métriques, en raison d'un approvisionnement régulier de l'usine en brut, malgré l'arrêt technique de de trois semaines pour l'entretien du catalyseur et le manque de brut Rabi. La baisse de 25% du volume de brut traité au 4T21 résulte dudit arrêt technique, freinant ainsi la tendance haussière observée depuis le début de l'année.

S'agissant des importations, elles ont bondi de 25,5%, avec une accélération au quatrième trimestre pour palier l'arrêt technique programmé et ainsi faire face au surcroît de demande.

Sur le plan commercial, à l'exception notable du turbine fuel 1 dont les ventes sont restées quasiment (-0,3%), tous les produits raffinés ont vu leurs ventes fortement progresser. Ainsi, le chiffre d'affaires a plus que doublé pour atteindre 441 milliards FCFA, en lien avec la reprise en main des importations de produits pétroliers raffinés et des activités commerciales suite à la fermeture de la GOM.

Evolution de l'activité de raffinage

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
TOTAL DU BRUT TRAITE	245 424	257 273	259 008	195 274	834 223	956 979	14,7%
Compte propre (tonnes métriques)	245 424	257 273	259 008	195 274	834 223	956 979	14,7%
IMPORTATIONS DE PRODUITS PETROLIERS (TM)	51 865	50 626	44 684	102 354	198 756	249 529	25,5%
Butane (TM)	8 975	8 854	6 454	9 152	39 142	33 435	-14,6%
Essence (TM)	3 749	6 887	3 386	12 662	19 532	26 684	36,6%
Kérosène (TM)	0	0	0	2 333	0	2 333	
Gasoil (TM)	39 141	34 884	34 844	78 207	140 082	187 076	33,5%
VENTES DE SOGARA							
Butane (TM)	11 106	11 545	6 758	2 527	14 791	31 936	115,9%
Super (m ³)	28 386	28 759	25 362	19 580	78 126	102 087	30,7%
Pétrole lampant (m ³)	6 548	5 546	5 511	4 314	4 701	21 919	366,3%
Turbine fuel 1 (m ³)	7 385	5 999	6 403	6 783	26 657	26 569	-0,3%
Gas-oil Moteur (m ³)	134 298	128 690	115 217	66 740	304 903	444 945	45,9%
Résidu atmosphérique export (TM)	138 323	120 519	120 772	124 916	399 170	504 530	26,4%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	87 394	106 044	116 202	131 389	194 127	441 029	127,2%
Chiffre d'affaires intérieur	54 539	76 733	83 847	92 587	122 570	307 706	151,0%
Chiffre d'affaires export	32 855	29 311	32 355	38 802	71 557	133 323	86,3%

Sources : Enquête DGEPEF

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1 L'électricité

Après 12 mois en 2021, la production nette d'électricité a faiblement progressé (+0,3%) à 2 404,4 Gwh, grâce au relèvement de la production de la SEEG (+1,3%) car les achats auprès de la Société de Patrimoine ont reculé (-2,9%). Au quatrième trimestre (4T21) il y a eu un relèvement de la production nette de 5% par rapport au 3T21.

Dans le même temps, les ventes facturées ont fléchi de 0,3% à 1 653,3 Gwh sur la période d'analyse, sous l'effet des problèmes de facturation des consommations d'électricité. Corrélativement, le chiffre d'affaires hors cession a baissé de 1%, pour un montant de 170,8 milliards de FCFA sous l'effet conjugué de la baisse des ventes et des prix moyens.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production nette (en GWh)	613,4	614,0	574,4	602,5	2 396,2	2 404,4	0,34%
Production nette SEEG	479,2	472,8	445,9	478,8	1 853,0	1 876,8	1,29%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	134,2	141,2	128,5	123,6	543,2	527,5	-2,89%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	421,3	415,0	398,2	418,9	1 658,0	1 653,3	-0,29%
Volumes facturés MT hors cession	150,3	144,6	144,2	146,9	570,6	586,0	2,70%
Volumes facturés BT hors cession	271,0	270,3	254,0	272,1	1 087,5	1 067,3	-1,85%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	43 415	42 893	53 280	43 614	172 631	170 847	-1,03%
CA MT hors cession	13 064	12 694	40 924	12 666	50 213	50 779	1,13%
CA BT hors cession	30 352	30 199	12 356	30 948	122 418	120 067	-1,92%
PRIX MOYEN (FCFA)							
Prix moyen MT/Kwh en FCFA	87,0	87,8	85,9	86,3	88,3	86,7	-1,76%
Prix moyen BT/Kwh en FCFA	112,0	111,7	112,5	113,8	112,6	112,5	-0,09%

Sources : Enquête DGEPPF

II.10.2. L'eau

A fin décembre 2021, la production cumulée de l'eau potable s'est redressée de 4,6% à 122,57 millions de m³, grâce à la mise en service de la nouvelle station CIMGABON 2 depuis le mois d'avril 2021. Sur le plan commercial, les ventes hors cession ont diminué de 2,1% à 59,9 millions de m³, en lien avec les mauvaises performances de la facturation. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 1,7% à 23,4 milliards FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production nette (en milliers de m ³)	29 455	31 115	31 607	30 393	117 170	122 570	4,61%
Ventes hors cession	13 988	14 697	15 532	15 718	61 220	59 935	-2,10%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 476	5 738	6 051	6 117	23 799	23 382	-1,75%
Prix moyen/m ³ en FCFA	391,4	1 912,7	389,6	389,5	388,9	390,2	0,33%

Sources : Enquête DGEPPF

II.11 LES BTP

Sur l'année 2021, l'activité de la branche BTP a été bien orientée, soutenue par le segment bâtiment et travaux publics, en lien avec les travaux de La Transgabonaise, la réhabilitation de la voie ferrée, la réhabilitation des voiries urbaines et d'adduction d'eau, la construction des nouvelles salles de classe. Partant de là, le chiffre d'affaires a augmenté de 18,6% en glissement annuel, à 72,6 milliards FCFA.

Grâce à la flexibilité introduite par la mise en œuvre des contrats chantier, les effectifs se sont portés à 2 108 agents pour une masse salariale en repli de 8,1%.

Evolution de l'activité des BTP

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Production vendue	17 836	17 846	22 097	14 874	61 243	72 652	18,6%
Bâtiment, Génie-Civil	15 318	15 201	18 680	12 048	47 078	61 247	30,1%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	2 518	2 644	3 417	2 503	14 164	11 405	-19,5%
Masse salariale (en millions FCFA)	3 563	4 605	4 860	4 533	19 386	17 819	-8,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 876	1 991	2 108	2 019	1 698	2 103	23,9%

Sources : enquête DGEPPF, estimations DGEPPF

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 Le transport aérien

L'activité dans le transport aérien a été en progression au terme de l'année 2021, confirmant ainsi la reprise observée à fin septembre. En effet, les mouvements commerciaux des avions sont passés de 7 281 en 2020 à 8 995 en 2021 sur la même période, soit une hausse de 23,5%. Cette performance est soutenue par le dynamisme de la compagnie Afrijet, l'arrivée d'une nouvelle compagnie aérienne (la Nationale Airways Gabon) et l'augmentation des rotations sur le réseau international.

Parallèlement, le nombre de passagers a suivi la même tendance haussière pour afficher 428 410 personnes transportées, soit un bond de 43,5%. Ce bon résultat s'explique par le dynamisme des compagnies et l'augmentation des rotations suite à l'assouplissement des mesures gouvernementales de lutte contre le Covid-19.

Le fret, par contre, a reculé de 4,1% à 11 702 tonnes, plombé par le réseau international (-5%).

Evolution de l'activité du transport aérien

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Mouvements Avions Commerciaux	2 030	1 972	2 473	2 520	7 281	8 995	23,5%
- Réseau domestique	964	859	1 153	1 037	2 870	4 013	39,8%
- Réseau international	1 066	1 113	1 320	1 483	4 411	4 982	12,9%
Passagers	80 909	85 763	137 546	124 192	298 629	428 410	43,5%
- Réseau domestique	18 368	22 085	36 824	34 683	59 894	111 960	86,9%
- Réseau international	59 274	61 555	99 316	86 515	209 751	306 660	46,2%
- Transit	3 267	2 123	1 406	2 994	28 984	9 790	-66,2%
Volume du fret (en tonnes)	3 319	2 888	2 643	2 853	12 205	11 702	-4,1%
- Réseau domestique	119	144	126	208	511	597	16,8%
- Réseau international	3 200	2 744	2 517	2 645	11 694	11 105	-5,0%

Sources : Enquête DGEPPF

II.12.2 Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire achève l'année 2021 avec des résultats contrastés. En effet, le volume global de marchandises transportées par voie ferrée s'est amélioré de 9,8% à 9,79 millions de tonnes, en lien avec le trafic du manganèse (+11,7%) et des produits pétroliers (+15,4%). Dans le même temps, le transport de passagers s'est fortement redressé de 39,2% grâce à l'assouplissement des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de coronavirus.

Sur le plan commercial par contre, le chiffre d'affaires s'est replié de 6,1%, plombé par la mauvaise orientation du trafic de tous les autres produits.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Nombre de passagers	41 088	44 713	83 349	57 826	163 113	226 976	39,2%
Volume global des marchandises (en Tonnes)	2 136 669	2 269 205	2 695 669	2 692 136	8 915 574	9 793 679	9,8%
Grumes	84 442	91 379	98 797	74 657	378 424	349 275	-7,7%
Bois débités	4 490	4 253	3 556	1 483	16 889	13 782	-18,4%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	17 041	20 814	19 942	20 895	79 909	78 692	-1,5%
Manganèse	1 947 512	2 057 237	2 485 497	2 512 476	8 061 642	9 002 722	11,7%
Produits C2M	6 273	6 547	5 094	4 225	37 978	22 139	-41,7%
Produits pétroliers	19 724	22 032	22 162	19 260	72 099	83 178	15,4%
Autres marchandises	57 187	66 943	60 621	59 140	268 633	243 891	-9,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	19 021	20 579	23 306	22 817	91 274	85 724	-6,1%

Sources : Enquête DGEPP

II.12.3 L'activité portuaire à Owendo

En 2021, l'activité au niveau des quais sous douane gérés par Olam GSEZ (cargo et terminal minéralier) a une nouvelle fois enregistré des résultats satisfaisants. En effet, la manutention de marchandises a augmenté de 14,3% à 6,4 tonnes, tirée par le manganèse. Dans le même temps, les mouvements des bateaux se sont accrus de 13,8%. En conséquence, le chiffre d'affaires est passé de 77,6 milliards FCFA en 2020 pour s'établir à 86,1 milliards FCFA, en hausse de 11%.

Evolution de l'activité portuaire aux quais GSEZ

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Mouvements des bateaux	64	58	71	71	232	264	13,8%
Volume global de marchandises (en tonnes)	1 352 255	1 362 342	1 913 010	1 855 587	5 674 209	6 483 194	14,3%
Manganèse	1 057 018	1 032 179	1 554 209	1 444 542	4 441 767	5 087 948	14,5%
Autres marchandises	295 237	330 163	358 801	411 045	1 232 442	1 395 246	13,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	17 729	17 737	25 432	25 246	77 641	86 144	11,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 226	2 192	2 311	2 134	9 129	8 864	-2,9%

Sources : Enquête DGEPP

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

L'exercice 2021 a fait ressortir une nette amélioration des variables de suivi au niveau des télécommunications. En effet, le nombre total d'abonnés au téléphone s'est apprécié de 3,3% à 3,176 millions de personnes, une nouvelle fois porté par le relèvement significatif du nombre d'abonnés au téléphone fixe (+34,8%). Suivant la même tendance, les abonnements à l'internet mobile et haut débit ont progressé respectivement de 8,9% et 28,5%, la poursuite du travail à distance permet de soutenir cette embellie.

Evolution de l'activité des télécommunications

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffres d'affaires (en millions de FCFA)	53 715	53 262	56 591	55 824	216 068	219 392	1,5%
Nombre d'abonnés au mobile	2 991	3 122	3 076	3 142	3 050	3 142	3,0%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	28	31	32	34	25	34	34,8%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	3 019	3 152	3 108	3 176	3 075	3 176	3,3%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	2 079	2 220	2 201	2 254	2 071	2 254	8,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	23	24	26	28	22	28	29,5%

Sources : Enquête DGEPP

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a crû de 1,5% à 219,4 milliards FCFA sur la période d'analyse, imputable aux autres prestations car la téléphonie mobile a été en retrait du fait de la réduction continue des tarifs des communications et des forfaits opérés par les opérateurs.

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

Au terme de l'année 2021, la lecture du mouvement conjoncturel, au niveau de la branche du commerce général structuré, laisse apparaître une contraction de 4,6% de son activité mesurée par le chiffre d'affaires. L'activité a été fragilisée par les mesures gouvernementales de lutte contre le Covid-19, notamment le couvre-feu qui a entraîné un réaménagement des horaires de fonctionnement des commerces alors même que la demande domestique décline. On note néanmoins une amélioration de l'activité sur les deux derniers trimestres.

Evolution du commerce général structuré

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	73 930	76 532	82 930	81 518	330 109	314 910	-4,6%

Sources : Enquête DGEPPF

II.14.2. Le commerce des véhicules

- **Véhicules industriels**

Après douze (12) mois d'activité en 2021, le négoce de véhicules industriels a reculé de 11%, pour afficher un chiffre d'affaires de 31,24 milliards FCFA contre 35,23 une année auparavant. Cette contreperformance est liée à une demande moins importante des principaux clients de la branche que sont les forestiers, les mines et les BTP. En glissement trimestriel, on note un relèvement de 10% au quatrième trimestre de l'année en cours.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 313	7 608	8 316	9 118	35 233	31 355	-11,0%

Sources : Enquête DGEPPF

- **Véhicules neufs**

A la fin de l'année 2021, le nombre des véhicules vendus fléchi de 2,3% à 2 505 unités. Cette contraction est imputable à la fois au ralentissement de l'activité dans certains secteurs du fait de la persistance de la crise sanitaire, et au départ d'un concessionnaire automobile du syndicat de l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI).

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Nombre d'unités vendues	566	705	627	607	2 563	2 505	-2,3%

Sources : Enquête DGEPPF

II.14.3 Le commerce des produits pétroliers

Au terme de l'exercice 2021, les ventes cumulées des produits pétroliers raffinés se sont renforcées de 12,6%, soit 673 294 tonnes métrique contre 597 948 tonnes en 2020. Ce raffermissement de l'activité s'explique par la bonne tenue du carnet de commandes des clients industriels (mines, transports, énergie) pour le gasoil, et l'augmentation des mouvements commerciaux des avions en ce qui concerne le kérosène.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Volumes vendus (en tonnes métriques)	152 769	163 564	183 646	173 315	597 948	673 294	12,6%
<i>dont Gasoil</i>	109 387	118 901	135 085	123 784	428 998	487 157	13,6%
<i>Supercarburant</i>	21 054	21 992	23 512	24 459	77 981	91 017	16,7%
<i>Kérosène</i>	4 865	4 817	5 826	6 765	16 901	22 273	31,8%

Sources : Enquête DGEPP

II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

La branche du commerce des produits pharmaceutiques a consolidé son activité de 10% à 68,6 milliards FCFA à fin décembre 2021. Une nouvelle fois, cette performance s'explique par une bonne gestion de stocks pour faire face au Covid-19, notamment ses variants Delta et Omicron. Cela a aussi été favorisé par la création de nouvelles pharmacies et l'agrandissement de celles qui existent.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en millions de FCFA)	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires	17 287	16 733	16 521	18 117	62 395	68 658	10,0%

Sources : Enquête DGEPP

II.15 LES AUTRES SERVICES

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

La branche des services rendus aux entreprises a été en récession en 2021 sur la période d'analyse. En effet, le chiffre d'affaires a régressé de 7,7% pour s'établir à 19,7 milliards FCFA. Cette morosité s'explique par la persistance de la pandémie de Covid-19, entraînant la perte de contrats, l'annulation ou le report de projets, la suspension de prestations et le faible rythme de liquidation de la dette intérieure.

Evolution de l'activité des services aux entreprises

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 296	5 784	3 907	4 589	21 423	19 771	-7,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

A fin décembre 2021, l'activité des services rendus aux particuliers s'est redressée de 13,8% en glissement annuel. Cette embellie s'explique par le rebond des activités des jeux et loisirs, ainsi que le regain au niveau des pompes funèbres.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	10 354	9 700	10 292	10 027	26 371	30 020	13,8%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.3 Les Services immobiliers

Malgré une activité évoluant en dents de scie, les performances issues des transactions immobilières ont été appréciables pour le compte de l'année 2021. En effet, le chiffre d'affaires a fortement augmenté de 33,9% à 11,6 milliards FCFA, soutenu par la vente de parcelles en l'état et la location-vente.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	942	2 575	568	7 603	8 728	11 688	33,9%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.4 Les services de mécanique générale

Dans l'ensemble, l'activité des services de la mécanique générale s'est bien comportée en 2021. Ainsi le chiffre d'affaires s'est amélioré de 13,7% par rapport à l'année précédente, pour se situer à 16 milliards FCFA. Cette amélioration provient de la consolidation du carnet des commandes en lien avec la reprise dans la plupart des secteurs de l'économie (mines, bois et BTP notamment).

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	1T21	2T21	3T21	4T21	Fin décembre		
					2 020	2 021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	3 868	4 416	4 794	2 957	14 108	16 035	13,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.16 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.16.1. L'analyse bilancielle

Au 31 décembre 2021, le total agrégé des bilans des banques a augmenté de 15,2% à 3 266,6 milliards de F CFA contre 2 835,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à l'accroissement des dépôts de la clientèle (+8,1% à 2 353,9 milliards de F CFA) et des capitaux permanents (+19,4%).

Cependant, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est détérioré, passant de 147,9% au 31 décembre 2020 à 136,4% à la période sous revue. Les créances en souffrance se sont relevées de 1,1% pour s'établir à 157,8 milliards de F CFA à la fin décembre 2021. Toutefois, elles représentent 8,5% du portefeuille de crédits contre 9,8% un an plus tôt, ce qui traduit une bonne tenue du portefeuille crédit.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	2021/2020
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 105,6	2 177,9	2 353,9	8,1%
Crédits bruts	1 621,8	1 598,1	1 854,2	16,0%
Créances en souffrance	159,5	156,0	157,8	1,1%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	117,9	125,1	128,9	3,0%
CREDITS NETS	1 503,8	1 473,0	1 725,3	17,1%
CAPITAUX PERMANENTS	370,8	420,4	502,0	19,4%
VALEURS IMMOBILISEES	241,1	257,2	361,4	40,6%
AUTRES POSTES NETS	15,7	-5,5	12,0	-
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	747,1	862,6	781,162	-9,4%
TOTAL DU BILAN	2 692,6	2 835,6	3 266,6	15,2%

Source : COBAC

II.16.2 Les opérations avec la clientèle

II.16.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont augmenté de 8,1% à 2 353,9 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021.

Les ressources à vue se sont consolidées de 4,8% à 1 584,7 milliards de FCFA, portées par la hausse simultanée des dépôts des différents types à l'exception de ceux du secteur privé qui ont connu une baisse de 0,9%.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) ont augmenté de 12,3% à 644,4 milliards contre 573,6 milliards de F CFA un an plus tôt. En décembre 2021, ces ressources ont représenté 27,4% du total des dépôts collectés alors qu'elles ne représentaient que 26,3% l'année précédente.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	2021/2020
Comptes à vue	1 437,7	1 511,8	1 584,7	4,8%
Compte à terme	510,7	550,0	619,2	12,6%
Comptes de dépôts à régime spécial	21,6	23,6	25,2	6,6%
Autres comptes	126,8	84,1	112,8	34,1%
Dettes rattachées	8,8	8,3	12,1	45,1%
TOTAL DES DEPOTS	2 105,6	2 177,9	2 353,9	8,1%

Source : COBAC

A fin décembre 2021, les dépôts publics ont crû de 36,7% pour s'établir à 126,7 milliards de F CFA. Les dépôts des entreprises publiques qui, durant la période précédente, ne représentaient que 2% du total des dépôts, ont plus que doublé pour s'établir à 90,4 milliards de FCFA, soit 3,8% du total des dépôts. Aussi, les dépôts des non-résidents ont-ils augmenté de 91,2%. Cependant, les dépôts du secteur privé non financier ont baissé de 0,9% à 1 841,4 milliards de FCFA au cours de la période sous revue et ont représenté 78,2% des dépôts.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	2021/2020
Dépôts publics	85,7	92,7	126,7	36,7%
Dépôts des entreprises publiques	108,5	44,6	90,4	102,8%
Dépôts privés	1707,9	1859,0	1841,4	-0,9%
Dépôts des non-résidents	67,9	89,2	170,5	91,2%
Dépôts non ventilés	135,6	92,5	124,9	35,1%
TOTAL DES DÉPÔTS	2 105,6	2 177,9	2 353,9	8,1%

Source : COBAC

II.16.2.2 Les crédits distribués

Au 31 décembre 2021, les crédits bruts distribués se sont consolidés de 16% à 1 854,2 milliards de F CFA contre 1 598,1 milliards un an auparavant, tirés essentiellement par la hausse des crédits accordés au secteur privé. En effet, les crédits octroyés au secteur productif ont augmenté de 16,9% à 1 324,4 milliards de F CFA à la fin du quatrième trimestre 2021. Ceux-ci ont représenté 71,4% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés à l'État se sont raffermis de 4,3% à 359 milliards de F CFA en décembre 2021. Ils ont représenté 19,4% du total des crédits contre 21,5% en décembre 2020. Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté 1,6% du total des crédits bruts, se sont établis à 29,7 milliards de F CFA à la fin de décembre 2021.

Enfin, on note une baisse de 22,9% des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15 milliards de F CFA contre 19,5 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	2021/2020
Crédits à l'État	441,7	344,2	359,0	4,3%
Crédits aux entreprises publiques	16,3	14,4	29,7	106,0%
Crédits au secteur privé	1100,4	1132,6	1324,4	16,9%
Crédits aux non-résidents	25,6	62,8	106,4	69,3%
Encours financier des opérations de crédit-bail	16,5	19,5	15,0	-22,9%
Autres créances	21,3	24,7	19,6	-20,4%
TOTAL CRÉDITS BRUTS	1621,8	1598,1	1854,2	16,0%

Source : COBAC

II.17 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE (EMF)

A fin décembre 2021, l'activité du secteur microfinance a été caractérisée par une augmentation simultanée des ressources et des emplois. Cette analyse de l'activité porte essentiellement sur treize (13) établissements dont huit (8) sociétés anonymes.

Evolution des ressources et des emplois (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	31 décembre 2019	31 décembre 2020	31 décembre 2021	Var21/20
Fonds propres	9,1	11,6	11,1	-4,3%
Encours de dépôts	61,77	67,1	76,6	14,15%
Encours de crédits	57,9	66,3	74,9	12,97%

Source : EMF/Cellule Microfinance

II.17.1. La configuration du secteur et la clientèle des EMF

Le secteur de la microfinance compte 19 EMF, dont six (6) coopératives d'épargne et de crédit (qui évoluent au sein d'un réseau) et treize (13) sociétés anonymes. Cette répartition consacre toujours, le contrôle du secteur par les sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Le développement de l'activité des EMF s'est poursuivi en 2021. En effet, sept (7) agences supplémentaires ont été agréées sur cette période. Toutefois, les activités demeurent majoritairement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Dénombrement des EMF

	31 décembre 2019	31 décembre 2020	31 décembre 2021	Var 21/20 (écart absolu)
Nombre d'EMF	19	19	19	0
Nombre d'agences	78	88	95	7

Source : EMF/Cellule Microfinance

II.17.2. La clientèle des EMF

La dynamique portée par la création d'agences s'est traduite par l'augmentation de la clientèle. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 13,13% de sa clientèle qui passe de 253 284 usagers à 286 560. Quatre principaux établissements concentrent à eux seuls près de 85,5% des parts de marché.

La clientèle-cible des EMF reste axée sur les particuliers salariés et des personnes justifiant de ressources ou revenus permanents réguliers, particulièrement, les PME/PMI, les Commerçants et Artisans, les Retraités et les Etudiants boursiers.

Evolution de la clientèle et des effectifs (par unité de personnes)

	31 décembre 2019	31 décembre 2020	31 décembre 2021	Var21/20
Usagers (par unité)	217.885	253.284	286.560	13,13%
Effectifs (par unité)	568	709	777	9,59%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Parallèlement, l'effectif du secteur a augmenté de 9,59% pour atteindre 777 salariés en fin décembre 2021, à la suite de nouveaux recrutements dans les agences.

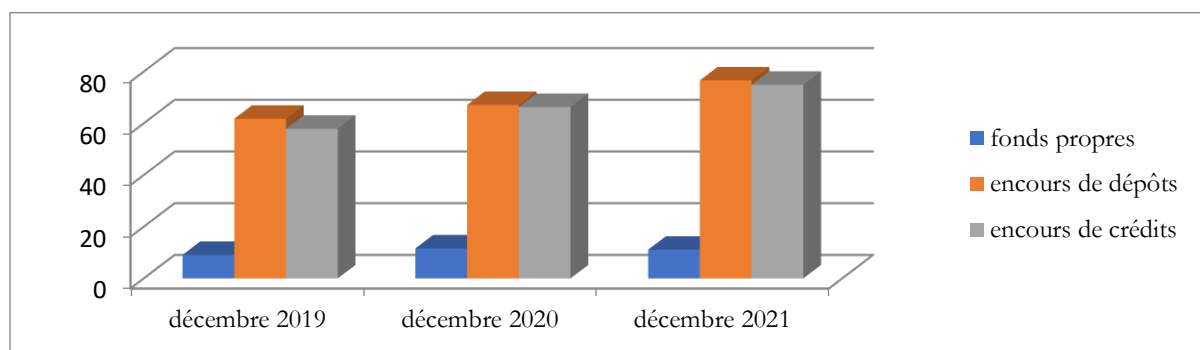
II.17.3. Les capitaux propres et intermédiation financière

A fin décembre 2021, les fonds propres des EMF ont diminué de 4,3% à 11,1 milliards de FCFA, contre 11,6 milliards de FCFA en 2020, suite à la dégradation de la situation financière de deux (2) EMF de deuxième catégorie.

En revanche, l'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une embellie de l'activité, traduisant l'accès de la population aux services financiers. En effet, les dépôts collectés se sont élevés à 76,6 milliards de FCFA contre 67,1 milliards de FCFA en 2020, en hausse de 14,15%. Cette évolution résulte principalement des performances commerciales des EMF FINAM, COFINA et EDG.

L'analyse par type de dépôts fait ressortir une prépondérance des dépôts à vue qui représentent environ 75% de l'encours total.

De plus, les crédits à la clientèle se sont consolidés de près de 13% à 74,9 milliards de FCFA, corrélés au relèvement du taux de bancarisation et aux efforts d'accompagnement des besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises.



II.17.4. La structure des taux

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en décembre 2020, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et les taux débiteurs de 14 à 24% par an.

II.18 LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin décembre 2021, le marché du secteur des établissements financiers comptait deux personnes morales, à savoir : Alios Finance Gabon et FINATRA, qui ont pour principale activité le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.18.1 Les ressources

A fin décembre 2021, les ressources se sont établies à 28,9 milliards de FCFA contre 27,1 milliards de FCFA un an plus tôt, à la même période, en hausse de 6,9%. Le secteur a bénéficié de la confiance des banquiers, ce qui a pour effet le relèvement des dettes de 25,7%, à 22,9 milliards de FCFA, pour faciliter la mise en œuvre du plan de relance de l'activité à travers l'utilisation des lignes

de refinancement se chiffrant à 10 milliards de F CFA, et ce malgré la baisse continue des capitaux propres de 31,7% à 6,1 milliards de F CFA .

Evolution des ressources au quatrième trimestre 2021 (en milliards de FCFA)

	4 ^e trimestre 2020	4 ^e trimestre 2021	Var 2021/2020
Capitaux propres	8,9	6,1	-31,7%
Dettes bancaires	18,2	22,9	25,7%
Ressources	27,1	28,9	6,9%

Source : établissements financiers

II.18.2 Les emplois

A fin décembre 2021, la reprise de l'activité est marquée par une consolidation des emplois de 23,3% à 25,8 milliards de F CFA, expliquée par l'augmentation conjointe du crédit-bail et du crédit à moyen terme (respectivement 35,9% et 21,5 % soit 19,0 milliards et 3,1 milliards de F CFA). Cette amélioration résulte de la bonne tenue des activités sur les produits du crédit à la consommation, du crédit-bail et de l'affacturage. Toutefois, cette dynamique a été freinée par la baisse du crédit à court terme de 15,5% à 3,7 milliards de F CFA contre 4,4 milliards de F CFA l'an dernier, en raison de l'arrêt de la production d'Alios Gabon.

Evolution des emplois au quatrième trimestre 2021 (en milliards de FCFA)

	4 ^e trimestre 2020	4 ^e trimestre 2021	Var 2021/2020
Crédits à court terme	4,4	3,7	-15,5%
Crédits à moyen terme	2,5	3,1	21,5%
Crédits à long terme	0	0	-
Crédits-bails	14,0	19,0	35,9%
Total	20,9	25,8	23,3%

Source : établissements financiers

II.18.2.1 Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers ont réalisé des investissements à hauteur de 94 millions de FCFA.

Par ailleurs, on note une baisse des créances impayées de (-1,8%) à 4,3 milliards de FCFA, consécutive à l'arrêt de production d'Alios Gabon et au recouvrement des créances en souffrances.

Evolution des emplois au quatrième trimestre 2021 (en milliards de F CFA)

Indicateurs	4 ^e trimestre 2020	4 ^e trimestre 2021	Var 2021/2020
Investissements	0,0	0,094	-
Titre de participation	0,3	0,3	-
Créances impayées	4,4	4,3	-1,8%

Source : établissements financiers

II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES

A fin décembre 2021, le secteur a enregistré une contreperformance. En effet, le chiffre d'affaires réalisé par le secteur des assurances régresse de 1,7%, à 83,7 milliards de FCFA. Cette baisse est due à la mauvaise tenue de la branche Non Vie.

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance

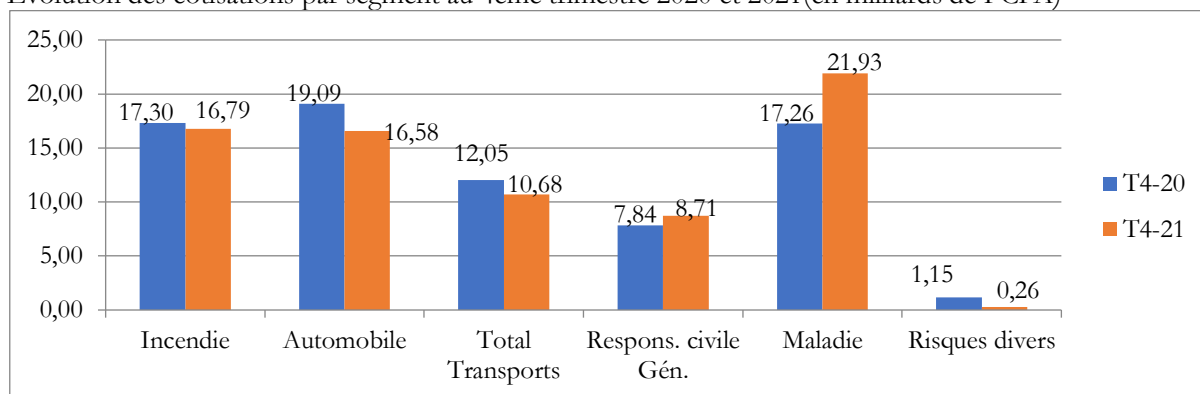
En milliards de Fcfa	Chiffre d'affaires		Var %	Parts
	T4 -20	T4 -21	T4 -21/T4 -20	T4 -20
Non Vie	75,57	73,56	-2,7%	88%
Vie	9,56	10,10	5,6%	12%
Total	85,13	83,66	-1,7%	100%

Source : estimations des Compagnies d'Assurances

La Branche Non Vie

La branche assurance Non Vie couvre 88% du volume des activités du secteur. Sur la période d'analyse, le chiffre d'affaires de cette branche est en baisse de 2,7% à 73,56 milliards de FCFA contre 75,57 milliards de FCFA, un an plus tôt, à la même période. Cette évolution est consécutive à la faiblesse des produits Automobile, Total Transports et Risques Divers qui ont chuté respectivement de 13,2%, 11,4% et 77,2%, malgré le relèvement des produits Maladie (27%) et Responsabilité Civile Générale (11,2%).

Evolution des cotisations par segment au 4^{ème} trimestre 2020 et 2021 (en milliards de FCFA)

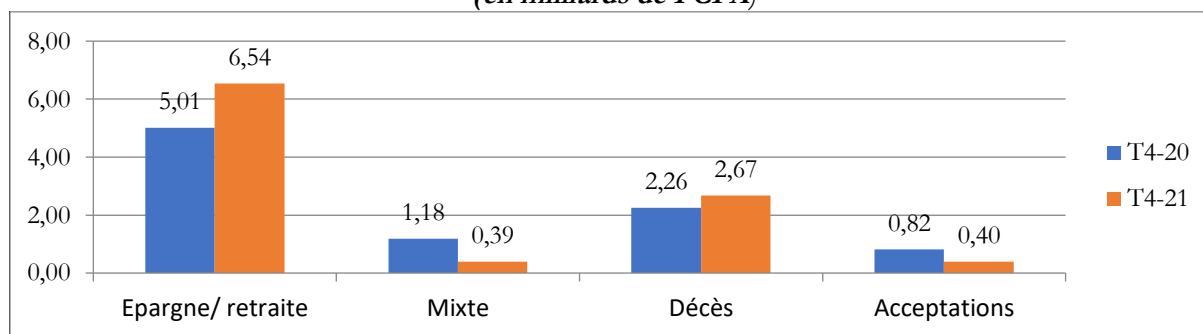


La Branche Vie

La branche Vie constituée essentiellement des produits d'assurance Epargne/retraite, Mixte et Décès couvre 12% du total des émissions du secteur.

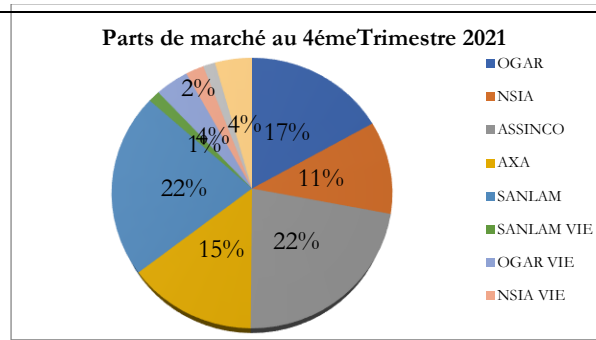
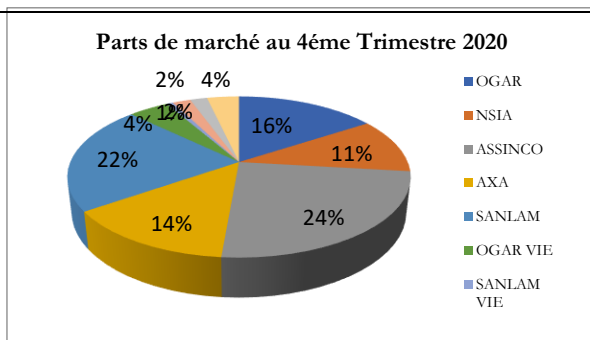
A fin décembre 2021, le chiffre d'affaires de la branche Vie s'est élevé à 10 milliards de FCFA contre 9,27 milliards à la même période l'année 2020, en hausse de 7,9%. Cette performance est en lien avec l'affermissement des produits Epargne/retraite (+30,5% à 6,54 milliards) et Décès (+18% à 2,67 milliards).

Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 4^{ème} Trimestres 2020 et 2021 (en milliards de FCFA)



La Répartition des parts de marché par compagnie

Les compagnies ASSINCO, le groupe SANLAM et le Groupe OGAR contrôlent le marché national des assurances. Leurs parts de marché, mesurées en termes de primes du secteur, représentent 67% du chiffre d'affaires global du secteur.



Les sinistres réglés

La charge globale des sinistres payés, en repli de 9%, est ressortie à 31,4 milliards de FCFA sur la période d'étude.

Les charges des sinistres en assurance Non Vie se sont réduites de 7,75% pour s'établir à 28,62 milliards de FCFA au quatrième trimestre en 2021. Parallèlement, les charges des sinistres réglés en assurance Vie ont décliné de 18% à 2,77 milliards de FCFA.

Les commissions versées

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires a reculé de 6% à 8,81 milliards de FCFA, en fin décembre 2021.

En assurance Non Vie, les commissions versées ont baissé 6%, à 8,11 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2021. De même, les commissions versées pour le compte des activités Vie sont en retrait de 8% à 710 millions de FCFA au quatrième trimestre 2021.

II.20 MOBILE MONEY

Avec un nombre de plus en plus grandissant de comptes actifs, le secteur du mobile money a affiché au dernier trimestre de l'année 2021 une hausse de 12% de son chiffre d'affaires, soit 8,9 milliards de F CFA contre 7,9 milliards de F CFA à la même période en 2020.

Indicateurs	4T 2020	4T 2021	Var 21/20
Chiffre d'Affaires F CFA	7 932 379 561	8 899 519 332	12%

En 2021, les opérateurs du secteur ont mis sur le marché de nouveaux produits pour fidéliser leur clientèle et attirer de nouveaux abonnés. Airtel Money Gabon et Moov Africa ont introduit le tout nouveau service : « Mobile Banking » en partenariat avec certaines institutions financières de la place. Une intégration multi facette de leur portefeuille monétique. Désormais, en plus des opérations de dépôts, retraits, transferts et paiements avec et à travers le GSM, l'accès aux services classiques d'opérations bancaires est désormais fonctionnel grâce au service GIMACPAY (Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale). La disponibilité des services 24h/24 et l'alternative aux comptes bancaires classiques sont devenues des offres de plus en plus attractives.

Nombre d'Abonnés	4T 2020			4T 2021			Var dec21/dec20
	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre.	
Comptes Mobile Money	2 349 072	2 396 181	2 450 252	2 686 951	2 381 962	2 373 813	-3,12%
Nombre total de comptes				1 011 264	1 008 852	1 019 189	9,95%

Sources: Airtel Money Gabon, Moov Africa.

Le nombre de porte-monnaie électronique est passé de 2 450 252 comptes à fin décembre 2020 pour s'établir à 2 373 813 comptes en décembre 2021, soit une baisse de 3,12%. Cependant pendant

la même période, le nombre de comptes actifs a quant à lui augmenté de 9,95%, passant ainsi de 926 886 comptes à 1 019 189 comptes.

Transactions de Monnaie électronique

Indicateurs FCFA	4T 2020	4T 2021	Var 21/20
Dépôts	259 707 704 532	292 743 218 184	13%
Retraits	198 102 973 873	226 782 687 576	14%
Transferts	105 020 553 478	131 904 681 157	26%
Paiements	44 094 792 761	50 947 211 539	16%

Source: Airtel Money, Moov Africa...

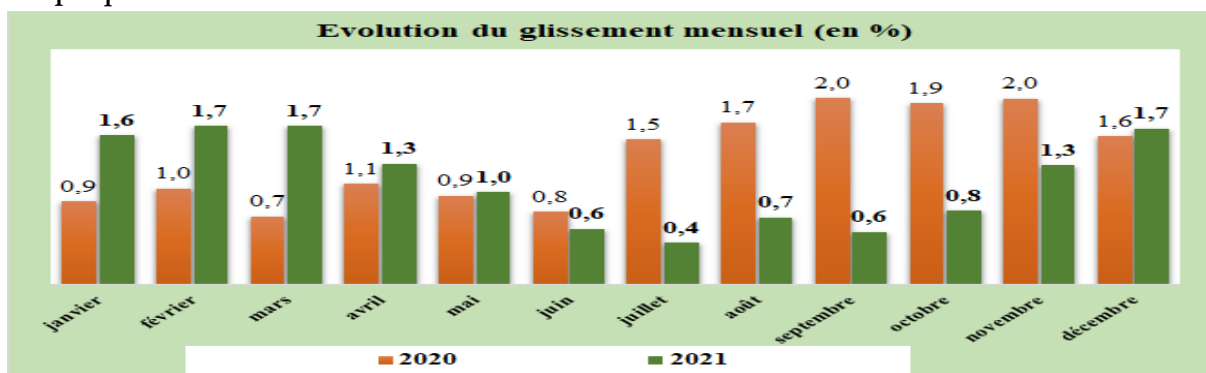
Le volume des dépôts dans les points de vente en décembre 2021 a atteint 292,7 milliards de FCFA contre 259,7 milliards de F CFA en décembre 2020, soit une hausse de 13%. En décembre 2021, les retraits ont atteint 226,8 milliards de FCFA (contre 198,1 milliards de F CFA en décembre 2020) soit une augmentation de 14%. Les transferts ont eux aussi augmenté de 26%, passant de 105 milliards de FCFA en décembre 2020 à 131,9 milliards de FCFA en décembre 2021. La branche paiement à elle aussi connu une augmentation de 16% dû au fait que beaucoup d'opérateurs économiques ont commencé à accepter les paiements par mode mobile money. Ainsi, à décembre 2021, les paiements ont atteint 50,9 milliards de FCFA contre 44,1 milliards de FCFA la même période l'an dernier.

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

En moyenne annuelle, l'inflation nationale s'est située à +1,1% contre +1,35% en 2020. Ce taux reste de nouveau inférieur à la norme communautaire (+3%).

En décembre 2021, le taux en glissement mensuel a connu une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage à 1,7% par rapport au mois de décembre 2020. Il convient de relever qu'après avoir observé une tendance baissière depuis le début du deuxième trimestre 2021, l'inflation est repartie à la hausse à partir du mois d'octobre.

Graphique 1 :



Source : DGS

III.1.1. L'analyse des prix par poste

L'analyse par fonction de consommation révèle que l'atténuation des pressions inflationnistes observée en 2021, provient essentiellement de la baisse de l'inflation des Produits alimentaires & Boissons non alcoolisés (+1,3% contre +1,7%), des Transports (+2,5% contre +7,0%), des Communications (+0,3% contre +2,1%), des Loisirs et Culture (+0,2% contre +0,4%) et de l'Enseignement (+2,6% contre +2,7%).

Le taux d'inflation des Produits alimentaires & Boissons non alcoolisés a fléchi de 0,4 point, en raison du maintien des mesures de lutte contre la vie chère et l'accentuation des activités de contrôles des prix, en dépit d'un relèvement des cours internationaux des produits de base (indice FAO). Cette diminution concerne les produits tels que :

- la volaille, avec les cuisses de poulet dont le prix moyen a baissé de 3 points à 1 232 FCFA le kilogramme ;
- les légumes frais, en particulier, l'aubergine verte locale (de 955 FCFA à 918 FCFA en moyenne le kilogramme) et le gombo frais (de 3 067 FCFA à 2 930 FCFA le kilogramme) suite à l'augmentation de l'offre sur le marché, en lien avec la mise sur le marché des produits issus des exploitations du programme GRAINE;
- les poissons séchés ou fumés (+6,0% contre +9,2% en 2020) du fait de l'atténuation de l'inflation du maquereau fumé (+3,5% contre 10,4% en 2020).

La désinflation des transports est consécutive au maintien des prix à la pompe depuis mars 2020. Le ralentissement de l'inflation des communications découle des offres promotionnelles (téléphone, internet).

En revanche, on observe une persistance des tensions inflationnistes sur les postes suivants : « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,2% contre -0,8%), « Meubles. Articles de ménage et entretien courant de la maison » (+2,1% contre 0,6%), « Restaurants et hôtels » (+1,3% contre +0,9%) et « biens et services divers » (+1,5% contre +0,1%), « Santé » (+0,03%

contre -0,6%). Cette tendance est liée au maintien des mesures restrictives de lutte contre la COVID-19.

III.1.2. L'analyse sectorielle

Par rapport à l'année 2020, le découpage sectoriel en 2021 laisse apparaître une atténuation des pressions inflationnistes dans les secteurs primaire (+1,4% contre +2,7%) et tertiaire (+1,2% contre +1,6%).

En termes de durabilité, c'est la désinflation sur les biens non durables (+1% contre 1,6%) et les services (+1,2% contre +1,6%) qui explique cette situation.

Par origine, cette inflation modérée découle de la maîtrise de l'inflation locale (+1% contre +1,8%) en dépit d'une remontée de l'inflation importée (+1,4% contre +0,8%).

Aussi, l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergie) a régressé de 0,1 point à +1,1% et s'est établie à 1,9% en glissement mensuel.

III.1.3. La compétitivité globale

Comparativement à nos principaux partenaires économiques, le différentiel d'inflation est favorable au Gabon en 2021, en particulier avec la France et les Etats-Unis. En effet, les écarts d'inflation se sont situés comme suit : -0,5 par rapport à la France et -5,9 par rapport aux Etats-Unis. En outre, avec la Chine, l'écart d'inflation s'est situé à +0,2.

Evolution du taux d'inflation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel					Janvier-décembre				Glissement mensuel (en %)
		2020	2021				Indice moyen		Variation (%)		
		T4	T1	T2	T3	T4	2020	2021	2020	2021	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	1,8	1,6	0,9	0,6	1,2	102,1	103,2	1,35	1,10	1,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	1,4	1,4	0,9	1,2	1,7	102,8	104,2	1,7	1,3	2,1
<i>Céréales non transformées</i>	484	1,8	2,2	1,7	-0,1	-0,8	101,9	102,7	0,8	0,7	-0,9
<i>Pains</i>	144	-3,4	-5,8	-7,8	-6,0	-8,7	104,1	96,7	5,3	-7,1	-8,4
<i>Bœufs</i>	129	0,5	0,9	0,1	1,7	1,8	99,2	100,4	1,8	1,1	1,7
<i>Volaille</i>	326	1,4	-0,4	2,4	3,2	0,8	105,4	107,0	2,7	1,5	-0,6
<i>Poissons frais</i>	254	3,0	6,0	3,9	6,4	5,4	100,3	105,7	-1,0	5,4	4,6
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	106	10,6	9,8	7,0	1,5	6,2	109,6	116,1	9,2	6,0	11,5
<i>Huiles raffinées</i>	420	-2,6	-2,0	4,0	11,2	16,4	97,8	105,0	-1,4	7,3	18,6
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	195	2,2	-3,7	-5,7	0,9	0,9	108,4	106,2	4,2	-2,0	2,2
<i>Légumes frais en feuilles</i>	96	-2,7	2,7	-4,5	-2,2	-1,9	104,3	102,7	4,8	-1,5	-2,6
<i>Tubercules. Plantain</i>	205	1,5	-0,5	-0,6	-6,1	-6,9	111,7	107,7	6,4	-3,6	-6,2
Boissons alcoolisées et tabac	170	0,6	0,8	-0,4	-1,5	-1,3	100,9	100,3	-0,1	-0,6	-1,2
Articles d'habillement et chaussures	525	-0,3	-0,5	0,0	0,3	2,0	99,9	100,3	-1,4	0,5	2,8
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	0,6	0,5	0,4	0,1	0,0	100,5	100,7	-0,8	0,2	0,1
<i>Alimentation en eau</i>	88	0,1	-0,4	-0,6	-0,7	-0,7	99,9	99,3	-2,7	-0,6	-0,7
<i>Electricité</i>	308	0,3	0,5	0,0	0,0	0,0	99,9	100,0	-1,3	0,1	0,0
<i>Gaz</i>	67	-3,5	-2,4	0,0	0,0	0,1	97,3	96,8	-3,0	-0,6	0,1
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	2,7	2,1	3,2	1,5	1,8	100,3	102,4	0,6	2,1	2,1
Santé	231	-1,1	-1,3	-0,9	0,0	2,2	99,5	99,5	-0,6	0,03	2,9
Transports	813	8,7	8,5	2,4	-0,9	0,7	107,0	109,7	7,0	2,5	1,8
<i>Carburants et lubrifiants</i>	248	-4,2	-6,9	1,4	-0,1	-0,4	98,1	96,5	-1,3	-1,6	0,0
Communications	555	2,4	0,3	1,0	-0,1	0,1	102,1	102,4	2,1	0,3	0,0
Loisirs et culture	459	0,7	0,5	0,2	-0,1	0,3	100,2	100,4	0,4	0,2	0,6
Enseignement	324	1,9	2,9	2,9	3,0	1,5	103,4	106,0	2,7	2,6	0,5
Restaurants et hôtels	588	-0,6	0,0	1,1	1,0	1,4	100,2	101,1	0,1	0,9	1,3
Biens et services divers	383	0,7	0,5	1,5	1,3	2,5	99,9	101,4	0,1	1,5	3,3
Inflation sous-jacente		1,8	1,5	1,0	0,6	1,2	101,7	102,8	1,2	1,1	1,9

Source : DGSTAT/DGEPF

 : Déflation en rouge (-)/ désinflation (inflation à la baisse) par rapport à 2020

III.2. L'EMPLOI

A fin décembre 2021, le nombre de salariés dans le secteur public a augmenté de 2,6% pour s'établir à 100 295 agents en comparaison à la même période en 2020. Cette situation s'explique par la hausse des effectifs de la Fonction publique (+3,6%), nonobstant le fléchissement du nombre d'agents de la main d'œuvre non permanente (-3,6%).

En effet, l'accroissement des effectifs de la fonction publique résulte de la mise en œuvre du plan de régularisation des situations administratives des agents publics.

Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales)

Effectifs	Evolution trimestrielle				Fin décembre		
	2021				2020	2021	Var 21/20
	T1	T2	T3	T4			
Fonction publique	88 168	88 512	89 303	87 176	84 168	87 176	3,6%
MONP	13 495	13 333	13 219	13 119	13 613	13 119	-3,6%
Total	101 663	101 845	102 522	100 295	97 781	100 295	2,6%

Source : DGBFIP

III.2.1 La variation des effectifs par département

Au terme de l'année 2021, les effectifs de la fonction publique ont augmenté de 3,6% par rapport à 2020. Cette hausse est observée dans la quasi-totalité des administrations excepté dans l'administration centrale (-0,7%).

L'analyse par département montre que l'administration économique et celle du développement ont connu une augmentation plus prononcée, respectivement de 19,7% et 13,5%.

Evolution des effectifs de la fonction publique par département

Départements	2019	2020	2021	Var 21/20
Pouvoirs Publics	22 431	22 202	22 431	1,0%
Administration Générale	15 186	15 546	15 434	-0,7%
Administration Economique	7 047	6 757	8 091	19,7%
Administration du Développement	3 506	3 425	3 886	13,5%
Administration des Transports	1 036	993	1 005	1,2%
Administration de l'Education	24 678	24 551	25 240	2,8%
Administration Sociale	10 849	10 653	11 046	3,7%
Autres	50	41	43	4,9%
TOTAL	84 783	84168	87176	3,6%

Source : DGBFIP

III.2.2 Evolution des effectifs de la MONP

A fin décembre 2021, les effectifs de la MONP ont diminué de 3,6% à 13 119 agents. Cette évolution est consécutive au maintien de la mesure de non remplacement des départs à la retraite. Cette politique gouvernementale a permis d'atténuer l'augmentation des effectifs du secteur public.

III.3. LES SALAIRES

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales), à fin décembre 2021, a légèrement progressé de 0,8% à 651,6 milliards de FCFA, sous l'effet de la hausse de la Solde permanente (+1,0%), malgré la baisse des salaires de la MONP (-2,4 %).

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2021				Janvier-décembre		
	T1	T2	T3	T4	2020	2021	Var 21/20
Solde permanente	153,1	153,9	155,1	155,8	611,7	617,9	1,0%
MONP	8,5	8,4	8,4	8,4	34,5	33,7	-2,4%
Total	161,6	162,3	163,5	164,2	646,2	651,6	0,8%

Source : DGBFIP

III.3.1. La solde permanente par Administration

Au terme de l'année 2021, la progression de 1,0% à 617,9 milliards FCFA de la Solde permanente résulte du recrutement et des régularisations des situations administratives, conformément à l'Arrêté n°0331/PM/MEFPTEP du 31 décembre 2020.

Cette réforme a permis le reclassement et le changement de statut des diplômés sortis des grandes écoles, ainsi que celui des agents en présalaire des secteurs prioritaires.

La hausse de la masse salariale a été plus prononcée dans les Administrations économiques (+4,3%) et du développement (+2,8%).

Toutefois, certains départements ministériels ont enregistré une baisse de leur rémunération, il s'agit notamment de l'administration des Transports (-1,4%) et l'administration de l'Education (-0,6%).

Evolution de la masse salariale par département

En milliards de FCFA	2019	2020	2021	Var 21/20
Pouvoirs Publics	165,7	159,7	161,6	1,2%
Administration Générale	106,2	109	111,7	2,4%
Administration Economique	49	46,7	48,7	4,3%
Administration du Développement	24,9	23,7	24,4	2,8%
Administration des Transports	6,7	6,3	6,2	-1,4%
Administration de l'Education	196	191,9	190,8	-0,6%
Administration Sociale	77,3	73,7	74	0,4%
Autres	0,8	0,6	0,6	-8,4%
TOTAL	626,6	611,7	617,9	1,0%

Source : DGBFIP

III.3.2. La masse salariale de la main d'œuvre non permanente

La masse salariale de la MONP a baissé de 2,4% à 33,7 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Ce repli s'explique par le non remplacement des agents admis à la retraite et une meilleure gestion du fichier du personnel de cette catégorie.

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

A fin 2021, les exportations ont affiché une hausse de 8,1% à 3 259,5 milliards de FCFA, en lien avec l'accroissement conjoint des exportations hors pétrole (+20,9%) et pétrole (+2,8%).

Ainsi, les exportations du Gabon ont contribué à hauteur de 31,1% du PIB en 2021 contre 34,2% en 2020.

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4				
Exportations de pétrole brut	528,8	389,1	604,1	542,1	650,5	2 126,7	2 185,8	67,1%	2,8%
Exportations hors pétrole	301,4	208,3	251,9	275,8	337,7	888,0	1 073,7	32,9%	20,9%
Exportations totales (1)	830,1	597,4	856,1	817,9	988,1	3 014,7	3 259,5	100,0%	8,1%
<i>Effort à l'exportation du Gabon (en % du PIB)</i>						34,2%	31,1%		

Sources : DGDDI/DGEPE

III.4.1. Evolution des exportations en valeur

Au 31 décembre 2021, les exportations ont affiché une hausse de 8,1% à 3 259,5 milliards de FCFA, en lien avec l'accroissement conjoint des exportations hors pétrole (+20,9%) et pétrole (+2,8%).

Ainsi, les exportations du Gabon ont contribué à hauteur de 31,1% du PIB en 2021 contre 34,2% en 2020.

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4				
Exportations de pétrole brut	528,8	389,1	604,1	542,1	650,5	2 126,7	2 185,8	67,1%	2,8%
Exportations hors pétrole dont :	301,4	208,3	251,9	275,8	337,7	888,0	1 073,7	32,9%	20,9%
Bois sciés et ouvrages	128,6	88,5	126,7	108,1	167,5	409,5	491,2	15,1%	20,0%
Minerais de manganèse	76,9	65,8	60,4	82,3	90,4	260,4	299,0	9,2%	14,8%
Produits dérivés du pétrole	58,1	33,5	31,4	42,2	41,9	118,1	149,0	4,6%	26,2%
Huile de palme	10,9	4,9	11,6	13,3	10,6	19,6	40,4	1,2%	106,1%
Ferro-silico-manganèse	7,9	2,4	8,4	8,8	6,5	22,6	26,1	0,8%	15,8%
Caoutchoucs naturels	2,2	-	1,5	2,1	1,9	7,4	5,6	0,2%	-24,2%
Poissons et produits de la pêche	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	1,4	1,0	0,0%	-27,7%
Or sous forme brute	-	-	-	8,3	0,2	1,6	8,4	0,3%	440,8%
Autres	16,4	13,0	11,5	10,4	18,4	47,5	53,0	1,6%	11,5%
Exportations totales (1)	830,1	597,4	856,1	817,9	988,1	3 014,7	3 259,5	100,0%	8,1%
Effort à l'exportation du Gabon (en % du PIB)						34,2%	31,1%		

Sources : DGDDI/DGEPEF

- **Les exportations de pétrole**

En 2021, les exportations de pétrole ont enregistré une augmentation de 2,8%, pour atteindre 2 185,8 milliards de FCFA, en raison essentiellement de la hausse du prix moyen du Brent (+66,5% à 70,4 dollars), nonobstant le recul des exportations pétrolières (-6,7%).

- **Les exportations hors pétrole**

Les exportations du secteur hors pétrole, représentant 32,9% des ventes totales, ont connu une amélioration de 20,9% à 1073,7 milliards de FCFA en 2021. Cette évolution est principalement liée à la livraison du bois scié, du manganèse, des produits dérivés du pétrole et de l'huile de palme.

III.4.2. Evolution des importations en valeur

Les importations ont enregistré un recul de 6,7% à 1234,7 milliards de FCFA en 2021. Ce repli se justifie par la réduction des commandes des biens d'équipements et des biens d'énergie.

Les importations des biens d'équipements ont régressé de 26,2% à 356,2 milliards de FCFA, suite au repli des investissements, essentiellement dans les secteurs minier et forestier.

Les achats des biens d'énergie ont reculé de 21,3%, pour atteindre 61,9 milliards de FCFA, consécutive au fléchissement de la demande de la Sogara en produits pétroliers, principalement le gaz butane (-14,6% en 2021).

Cependant, les commandes des biens de consommation finale ont cru de 4,9% pour s'établir à 478,6 milliards de FCFA, en liaison avec la hausse des commandes des produits alimentaires et celle des boissons. Dans le même temps, les importations des biens intermédiaires ont augmenté de 10,8%, en lien avec la reprise de l'activité économique.

Evolution des importations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre		
	2020	2021				2020	2021	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4			
Biens de consommation finale dont :	111,4	116,8	124,2	111,1	126,5	456,1	478,6	4,9%
<i>Produits alimentaires</i>	75,2	79,8	83,0	72,4	87,6	316,5	322,8	2,0%
<i>Boissons</i>	3,1	4,4	3,9	3,0	4,9	12,6	16,2	29,3%
Biens d'Equiptement	130,7	94,7	92,2	79,3	90,7	483,8	356,9	-26,2%
	70,6	73,7	82,2	76,5	104,7	304,4	337,2	10,8%
Energie (pétrole et gaz)	20,9	13,7	17,5	17,4	13,3	78,6	61,9	-21,3%
Importations totales du Gabon	333,5	299,0	316,2	284,4	335,2	1 322,9	1 234,7	-6,7%

Sources : DGEPP / DGDDI

III.5. LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

A fin décembre 2021, les échanges entre le Gabon et le reste du monde ont progressé de 3,6% à 4 494,2 milliards de FCFA, en lien avec les commandes de la Chine, l'Inde, la France et l'Italie.

Malgré une baisse des flux d'échanges évalués à 1 201,5 milliards de FCFA, la Chine reste le premier partenaire du Gabon avec un poids de 26,7%.

Evolution des échanges (exportations et importations)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4				
Chine	408,9	305,3	205,3	268	422,9	1613,3	1201,5	26,7%	-25,5%
Inde	41,0	51,1	180,2	142,9	133,7	156,6	507,9	11,3%	224,4%
France	90,5	90,3	92,6	87,4	112,7	382,0	383,1	8,5%	0,3%
Italie	11,5	57,7	59,6	49,9	66,3	165,8	233,5	5,2%	40,8%
Corée du Sud (République)	41,6	1,4	27,2	116,9	85,1	105,7	230,6	5,1%	118,2%
Total des 5 Premiers clients	593,5	505,9	564,9	665,1	820,7	2423,4	2556,6	56,9%	5,5%
Autres	570,2	390,5	607,3	437,1	502,6	1914,2	1937,6	43,1%	1,2%
Total (export +import)	1163,7	896,4	1172,2	1102,2	1323,3	4337,6	4494,2	100,0%	3,6%

Source : DGDDI

III.5.1 Les principaux clients

□ Par pays

En 2021, les exportations du Gabon à destination de ses dix premiers clients ont enregistré une hausse de 7,8%, pour se situer à 2 736,3 milliards de FCFA. Cette situation est portée par les achats de la Chine (1 066,0 milliards de FCFA), l'Inde (477,7 milliards de FCFA), la Corée du Sud (226,7 de milliards de FCFA) et l'Italie (211,9 milliards de FCFA), en liaison avec les ventes du pétrole, du bois sciés et ouvrages, du manganèse et de l'huile de palme.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4				
Chine	368,8	272,3	172,6	236,9	384,1	1 473,3	1 066,0	32,7%	-27,6%
Inde	29,6	41,5	172,7	136,7	126,7	131,6	477,7	14,7%	263,1%
Corée du Sud (République)	41,3	0,5	26,4	115,5	84,3	102,9	226,7	7,0%	120,3%
Italie	3,6	52,4	54,3	44,4	60,8	141,2	211,9	6,5%	50,1%
Pays Bas	101,2	24,2	75,9	18,6	61,5	125,2	180,2	5,5%	44,0%
Singapour	0,2	46,9	33,1	77,6	15,4	226,4	173,0	5,3%	-23,6%
Indonésie	7,0	34,5	56,4	36,3	0,2	7,7	127,4	3,9%	-
Australie	81,2	28,2	80,1	0,0	-	181,2	108,4	3,3%	-40,1%
Malaisie	39,4	0,4	54,3	0,9	40,1	94,1	95,7	2,9%	1,8%
France	11,9	11,6	12,2	14,6	30,8	55,2	69,1	2,1%	25,3%
Exportations des 10 premiers clients	684,1	512,8	738,1	681,4	803,9	2 538,7	2 736,3	83,9%	7,8%
Autres	146,0	84,6	118,0	136,4	184,2	476,0	523,2	16,1%	9,9%
Total export	830,1	597,4	856,1	817,9	988,1	3 014,7	3 259,5	100,0%	8,1%
Poids des 10 premiers clients	82,4%	85,8%	86,2%	83,3%	81,4%	84,2%	83,9%	-	-

Source : DGDDI

□ Par continent

Au niveau continental, l'Asie (67,9% des parts) demeure le principal client du Gabon, devant l'Europe (22,6% des parts), l'Afrique (3,9% des parts) et l'Océanie (3,3% des parts). La place de l'Asie est consolidée par les commandes de la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et Singapour, consécutivement aux livraisons du pétrole, du bois sciés, du manganèse et de l'huile de palme.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4				
AFRIQUE	35,0	11,9	27,9	45,2	41,3	75,2	126,2	3,9%	67,8%
dont CEMAC	14,3	5,1	4,7	12,0	16,2	21,1	38,0	1,2%	80,2%
AMERIQUE	15,3	20,4	3,8	8,0	40,7	115,1	72,9	2,2%	-36,7%
ASIE	544,7	405,1	525,9	621,0	662,5	2 132,6	2 214,6	67,9%	3,8%
EUROPE	153,9	131,6	218,2	143,6	243,4	510,0	736,8	22,6%	44,5%
dont U.E	142,6	124,1	209,6	109,3	236,4	475,5	679,4	20,8%	42,9%
OCEANIE	81,3	28,4	80,3	0,1	0,2	181,7	108,9	3,3%	-40,1%
Total	830,1	597,4	856,1	817,9	988,1	3 014,7	3 259,5	100,0%	8,1%

Source : DGDDI

III.5.2 Les principaux fournisseurs

□ Par pays

Les importations du Gabon en provenance de ses dix premiers fournisseurs ont connu une baisse de 8,3% à 828,4 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Ce repli est tiré essentiellement par les ventes de la France, la Belgique, la Chine et les Etats-Unis, suite principalement à la diminution de la demande des produits « outillages, machines », « appareils mécaniques » et des « produits sidérurgiques ».

Evolution des importations gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 20/21
	T4	T1	T2	T3	T4				
France	78,6	78,7	80,5	72,9	82	326,8	313,9	25,4%	-3,9%
Belgique	36,6	34	38,3	32,1	42,3	160,7	146,6	11,9%	-8,7%
Chine	40,1	33	32,7	31,1	38,7	140	135,5	11,0%	-3,2%
Etats Unis	27,1	8,9	12,5	8,2	15,7	85,4	45,3	3,7%	-47,0%
Togo	18,7	12	9,9	10	9,7	65,0	41,6	3,4%	-35,9%
Emirats Arabes Unis	5,9	8,5	10,1	9,1	10	25,3	37,6	3,0%	49,1%
Inde	11,4	9,6	7,4	6,2	7	25	30,3	2,5%	21,0%
Cambodge	6,4	5,8	6,2	8,3	7,4	32,1	27,6	2,2%	-13,9%
Maroc	5,6	7,5	8,1	4,5	7	23	27	2,2%	17,5%
Espagne	5,4	5,3	6,4	4,7	6,4	20,1	22,8	1,8%	13,4%
Importations des 10 premiers fournisseurs	236	203,3	212	186,9	226,2	903,4	828,4	67,1%	-8,3%
Autres	97,5	95,7	104,1	97,4	109	419,5	406,3	32,9%	-3,2%
Total import	333,5	299,0	316,2	284,4	335,2	1 322,9	1 234,7	100,0%	-6,7%
Poids des 10 premiers clients	70,8%	68,0%	67,1%	65,7%	67,5%	68,3%	67,1%	-	-

Source: DGDDI

□ Par continent

Au terme de l'année 2021, la plus grande partie des commandes du Gabon est orientée vers l'Europe (51,4% des parts). Ce continent est suivi de l'Asie (25,4% des parts), l'Afrique (15,3% des parts) et l'Amérique (7,7% des parts).

Le rang de l'Europe est maintenu par les ventes de la France, la Belgique et l'Espagne.

Evolution des importations par continent

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Décembre			
	2020	2022				2020	2021	Poids	Var 21/21
	T4	T1	T2	T3	T4				
AFRIQUE	49,1	43,6	51,3	43,7	50,2	181,3	188,8	15,3%	4,2%
dont CEMAC	10,9	10,6	17,3	14,6	15,1	41,3	57,7	4,7%	39,8%
AMERIQUE	39,8	19,7	24,6	20,9	29,6	139	94,8	7,7%	-31,8%
ASIE	90,8	82,0	77,6	74,3	80,2	328,2	314,1	25,4%	-4,3%
EUROPE	153,6	153,4	162,2	144,7	174,8	673,1	635,1	51,4%	-5,6%
dont U.E	144,5	141,6	153,7	132,3	161,6	630,1	589,2	47,7%	-6,5%
OCEANIE	0,2	0,3	0,4	0,7	0,4	1,3	1,9	0,1%	42,9%
Total	333,5	299	316,2	284,4	335,2	1 322,90	1 234,70	100,0%	-6,7%

Source : DGDDI

III.6. LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse de la dette publique à fin novembre 2021 s'articule autour de deux axes : le suivi du règlement et des tirages. Ainsi, au terme des onze premiers mois de l'année 2021, la situation de la dette publique est caractérisée par une baisse aussi bien des règlements que des décaissements.

III.6.1. Le règlement de la dette

En baisse de 41,3% par rapport à la même période en 2020, le règlement de la dette publique s'est établi à 622,0 milliards de FCFA à fin novembre 2021. Cette diminution est attribuable à la dette publique extérieure.

Le recul du règlement de la dette extérieure (-72,5%) est imputable principalement à la baisse significative du paiement de la dette contractée auprès du marché financier international. La consolidation du règlement de la dette intérieure (+33%) est relative à l'effort de paiement de la dette moratoire et au respect des engagements auprès du marché financier régional.

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Novembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4 (oct-nov21)				
Dette extérieure	81,3	28,4	59,5	117,2	0,4	746,2	205,6	33,0%	-72,5%
Multilatérale	30	10,4	14,3	27,7	0,4	83,5	52,8	8,5%	-36,8%
Bilatérale	14,5	0,0	17,6	31,6		62,3	49,2	7,9%	-21,1%
Commerciale	11,2	0,1	1,3	39,6	0,0	64,2	41,0	6,6%	-36,2%
Marché financier Internat.	25,7	17,9	26,4	18,4		536,2	62,6	10,1%	-88,3%
Dette intérieure	105,6	37,6	175,7	127,9	75,3	313,1	416,5	67,0%	33,0%
Bancaire	46,2	18,0	31,7	21,1	11,9	114,9	82,7	13,3%	-28,1%
Moratoires	10	0,9	95,9	24,4	9,8	45,2	130,9	21,1%	189,7%
Divers	1					3,5	0,0	0,0%	-100,0%
Marché financier Rég.	48,3	18,7	48,1	82,4	53,6	149,5	202,9	32,6%	35,7%
Total	186,9	66,0	235,3	245,1	75,6	1059,3	622,0	100,0%	-41,3%

Source : DGD

III.6.2. L'évolution des tirages sur financements

De janvier à novembre 2021, l'Etat gabonais a bénéficié d'un montant de décaissements évalué à 671,8 milliards de FCFA. Ces décaissements ont baissé de 40,0%, du fait du déclin des tirages sur financements extérieurs. Le repli des tirages sur emprunts extérieurs (-94,3%) résulte de la diminution des décaissements multilatéraux, commerciaux et bilatéraux.

L'augmentation des tirages sur financements intérieurs est liée à la forte mobilisation des Obligations du Trésor Assimilables (OTA). Par ailleurs, le poids des décaissements sur financements intérieurs s'est hissé à 92,4% des tirages sur financement.

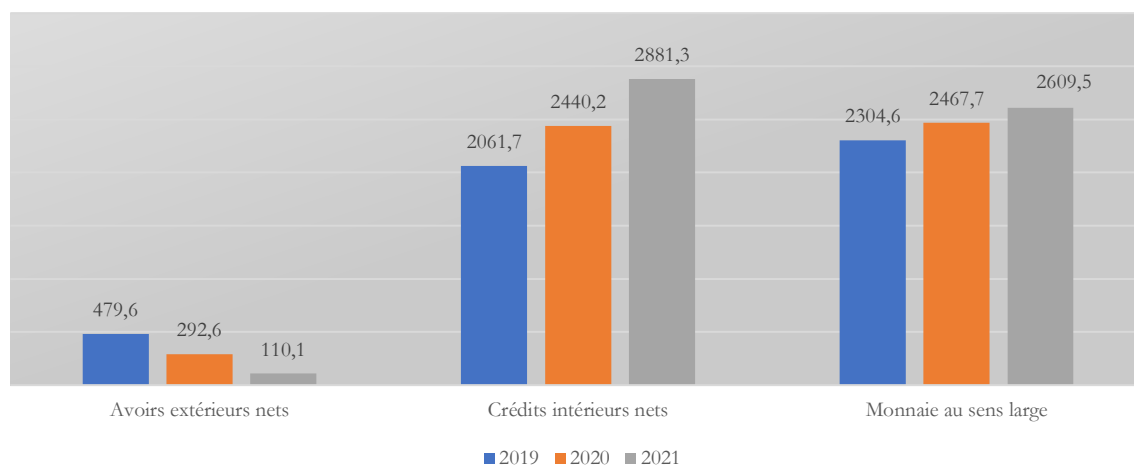
Evolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle					Janvier-Novembre			
	2020	2021				2020	2021	Poids	Var 21/20
	T4	T1	T2	T3	T4 (oct-nov21)				
Dette extérieure	25,7	12,3	10,4	13,2	15,1	897,5	51,0	7,6%	-94,3%
Multilatérale	11,6	10,0	3,6	8,7	9,3	272,7	31,7		-88,4%
Bilatérale	8,6	2,3	4,0	4,5	5,8	24,3	16,6	2,5%	-31,6%
Commerciale	5,5		2,7			5,3	2,7	0,4%	-48,5%
Marché financier Inter.	-					595,2	0,0		
Dette intérieure	161,7	118,0	291,3	185,3	26,1	223,1	620,8	92,4%	178,3%
Marché financier Rég.	161,7		291,3	185,3	26,1	223,1	502,8		
Total	187,4	130,3	301,7	198,6	41,3	1120,6	671,8	100,0%	-40,0%

Source : DGD

III.7. LA SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large, à fin décembre 2021, est marquée par une érosion des Avoirs Extérieurs Nets (-62,4%), un raffermissement de la masse monétaire (+5,7%) et du crédit intérieur net (18,1%).



III.7.1. Les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1 la masse monétaire (M2)

En fin décembre 2021, la masse monétaire augmente de 5,7% à 2 881,3 milliards de FCFA, en liaison avec la dynamique du crédit intérieur (+18,1%) impulsée par la hausse conjointe des créances sur l'Etat (+20,3%) et du crédit à l'économie (+15,8%). L'analyse de ses composantes met en relief une augmentation des dépôts à vue de 3,1% à 1 375,3 milliards de FCFA. Dans le même sillage, la circulation fiduciaire s'établit à 491,5 milliards, en hausse de 17,2%, en glissement annuel.

La quasi-monnaie se raffermie de 4% à 742,7 milliards de FCFA traduisant la frilosité de certains épargnants par rapport à la reprise modérée de l'activité économique.

III.7.1.2 les ressources extra monétaires

Les ressources extra monétaires, constituées principalement des fonds propres et des divers nets se consolident de 44,1% à 381,9 milliards de FCFA, corrélativement à la reconstitution des fonds propres des établissements de crédit, qui passent de 473,3 milliards de FCFA à la fin décembre 2020 à 528,5 milliards de FCFA à la même période en 2021.

III.7.2. Les contreparties de la masse monétaire

Sur la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires s'améliorent de 9,5% à 2 991,4 milliards de FCFA, stimulées par le crédit intérieur.

III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

A la fin décembre 2021, les Avoirs Extérieurs Nets se détériorent (-62,4%) à 110,1 milliards de FCFA notamment du fait de l'érosion des Avoirs Extérieurs Nets de la Banque Centrale qui ont baissé de 89,6% pour s'établir à 24,1 milliards de FCFA. A l'inverse, les Avoirs Extérieurs Nets des banques commerciales se renforcent de 38,9% en glissement annuel, pour se situer à 86 milliards de FCFA sur la période sous revue.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2021			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2020	2021	Var 21/20
Avoirs extérieurs nets	184,2	256	-0,2	292,6	110,1	-62,4%
Banque centrale	133	128,8	-77,7	230,7	24,1	-89,6%
Banques primaires	51,2	127,2	77,5	61,9	86	38,9%

Source : BEAC

Parallèlement, le solde du compte d'opérations s'est dégradé de 31% pour s'établir à 466,1 milliards de FCFA sur la période de référence imputable à la contraction des entrées nettes de capitaux. Le taux de couverture extérieure de la monnaie gagne 4,8 points à 68,4% en lien avec l'augmentation des réserves de change sur la période en raison des mécanismes mis en place par la BEAC pour les rapatriements des recettes d'exportation.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2021			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2020	2021	Var 21/20
Compte d'opérations	546,7	541,3	446,7	675,4	466,1	-31,0%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	59,9%	59,8%	64,8%	63,6%	68,4%	4,8 pts

Source : BEAC

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur se relève de 18,1% à 2 881,2 milliards de FCFA, sous le double effet de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat de 20,3%, et des crédits à l'économie de 15,8%, en fin décembre 2021.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2021			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2020	2021	Var 21/20
Crédits intérieurs nets	2533,8	2502,2	2723,3	2440,2	2881,2	18,1%
Créances nettes sur l'Etat	1314,1	1373,3	1490,5	1235	1485,1	20,3%
Créances sur l'économie	1219,7	1128,9	1232,8	1205,2	1396,1	15,8%

Source : BEAC

- **Les crédits à l'économie**

Les crédits à l'économie augmentent de 15,8% à 1 396,1 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Cette situation est tributaire d'une part de la reprise timide des activités du secteur privé non financier et d'autre part de la progression des concours aux institutions financières non monétaires.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

Les créances nettes sur les États ont fortement alimenté la création monétaire. Elles se situent à 1485,1 milliards de FCFA contre 1235 milliards, soit une hausse de 20,3%. En réalité, l'action des banques auprès des pouvoirs publics a été d'assurer un soutien efficace jusqu'à ce que la reprise soit fermement enclenchée.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni le 20 décembre 2021, au regard des perspectives macroéconomiques de la CEMAC et après examen des différents facteurs susceptibles d'influencer la stabilité monétaire et financière, a recommandé les conditions d'intervention, ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,50% (<i>nouveau</i>)
Facilité marginale de prêt	5,25% (<i>nouveau</i>)
Facilité de dépôts	0%

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) s'élèvent respectivement comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

Au terme de l'année 2021, l'économie gabonaise a renoué avec une croissance positive après une année de récession occasionnée par les effets de la pandémie de la covid-19 et les mesures restrictives prises par les pouvoirs publics. En effet, le taux de croissance est estimé à 1,6% après une croissance négative à -1,8% en 2020, tirée par la hausse du PIB hors pétrole (+2,7%), malgré la baisse de la production pétrolière (-6,7%).

En dehors du pétrole, toutes les autres filières exportatrices ont tiré profit de la reprise de la demande mondiale, avec des volumes de production en progression. C'est notamment le cas des mines et du bois. En effet, l'analyse sectorielle montre que malgré le maintien de certaines mesures restrictives au niveau national et l'émergence de nouveaux variants à la Covid-19 à travers le monde, les principales branches d'activité hors pétroles ont amélioré de manière significative leurs performances.

Cette évolution confirme la montée en puissance des branches d'activité hors pétrole dans la formation du PIB global, conformément à la volonté affichée par le Gouvernement de diversifier l'économie afin de la rendre plus résiliente face aux chocs exogènes.

Néanmoins, en termes de recettes fiscales, le niveau des prélèvements rapportés au PIB a baissé à 17,8% contre 20,7% en 2020, ce qui traduit une augmentation du Pib nominal plus forte que celle des recettes. Cette situation résulte du fait que la croissance du Pib est tirée en grande partie par les branches d'activité les moins rentables fiscalement.

EQUIPE DE REDEACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. IKAPI Éric

Directeur Adjoint

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Chefs de Service

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

M. OBAME NANG Didier

M. BOUPANA Gérard

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. BANGUEBE Aldrin Jules

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. ONGOURI MOUBOTOTO AGNES
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE
M.ODJA SACHA LEE MARINO
M ASSEMI LIONEL

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

Mme. Julie-Sandrine NTSAME

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Rita NGANDOU ép. BIMBOUNDZA

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

M. Albain MOKAMBO

Chargés d'Etudes

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

Mme. Prudence Castella YEBESSE épouse BADIJIMBA

Mme. Laetitia Farelle NGANA MALANDA

Mme. Sandra MOULEMBA PALASHI

Mme. Lucie NSANNE EMANE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

M. Jean Martin LIBAMA

M. Kevin Régis IDIEDIE BAMBEDA

M. Zéphirin EYAGUI

M. Fred MOUYENDI MOUYENDI

M. Dorland Maël ODJAGA

**DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES
(DSPE)**

Directeur : Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint : M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme Sidonie YOSSANGOYE

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Judicaël MBAGINGA BISSAOU

Chargés d'Études

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

M. Kévin MBOUGOUNGOU